

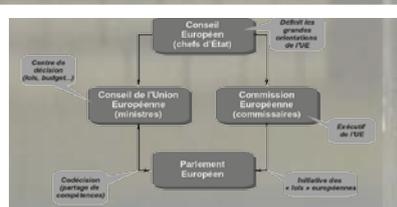
l'Anticapitaliste

N°54 | MAI 2014 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**

MEDEF 1^{er} juillet 2010
La Halle Freyssinet

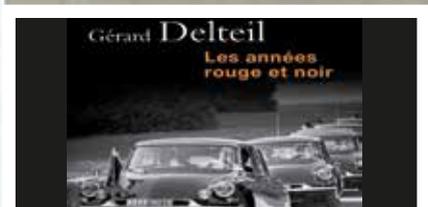
**DÉSINDUSTRIALISATION, FINANCIARISATION,
IMBRICATION À L'ÉTAT...
LE CAPITALISME FRANÇAIS EN QUESTION(S)**



**UNION EUROPÉENNE, DES
INSTITUTIONS SOUS CONTRÔLE**



**L'UKRAINE, MAIDAN ET LA
QUESTION NATIONALE**



**UNE FRESQUE HISTORIQUE QUI
FAIT MIEUX COMPRENDRE
NOTRE ÉPOQUE**

EDITORIAL

Yann Cézard Rwanda 1994 Un génocide français **P3**

ACTU

Pascal Morsu Union européenne Des institutions sous contrôle **P4**

Raúl Camargo et Daniel Albarracín Etat espagnol Podemos, un nouveau mouvement pour l'auto-organisation et le changement politique **P6**

Ghayath Naïsse La bourgeoisie syrienne et la révolution populaire **P9**

DOSSIER

Henri Wilno Où en est le capitalisme français ? **P13**

Jacques Cherbourg, Henri Wilno Désindustrialisation et financiarisation

Eléments sur l'évolution des structures de l'économie française **P14**

Claude Serfati L'enracinement financier des groupes industriels **P18**

Jean-Claude Vessilier La recomposition de l'industrie automobile française **P22**

François Chesnais La France, marchande d'armes **P25**

REPERES

Sean Larson, Lee Sustar L'Ukraine et la question nationale **P26**

Ilya Boudraitskis, Anton Thun

Retour sur Maidan, ses contradictions et les tâches de la gauche **P30**

LECTURES

Yann Cézard, Gérard Delteil

Les années rouge et noir Une fresque historique qui fait mieux comprendre notre époque **P34**

FOCUS

Hosea Hudson Trois mois de grève des postiers du 92 **P36**

Le 12 décembre 2013, sur la place Maidan de Kiev. DR.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès
(chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe,
Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado,
Henri Wilno

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0524 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de
communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Rwanda 1994 : un génocide français

PAR YANN CÉZARD

D'avril à juin 1994, 800 000 Rwandais tutsis étaient massacrés par le régime au pouvoir, allié de la France. Vingt ans après, Hollande décidait de boycotter les commémorations à Kigali. Il s'indignait des propos du président rwandais Paul Kagamé dans *Jeune Afrique*, invoquant « le rôle direct de la Belgique et de la France dans la préparation politique du génocide et la participation de cette dernière à son exécution même. » Les faits sont pourtant accablants.

AVANT LE GÉNOCIDE

Depuis 1975 la France soutenait la dictature, ouvertement raciste contre la minorité tutsie, de Juvénal Habyarimana. En 1990, pour sauver le régime, le président Mitterrand décidait « l'opération Noroît » et envoyait un contingent militaire français, des fournitures d'armes massives et 80 conseillers militaires pour encadrer l'armée rwandaise. Le régime intensifiait alors sa propagande anti-tutsie haineuse et commençait la planification d'un massacre de masse. En octobre 1990 des milliers de personnes, tutsies ou liées à des tutsies, étaient arrêtées, torturées, exécutées. Le 13 octobre l'ambassadeur Georges Martres informait l'Elysée que « les paysans hutus organisés par le MRND [parti du président] ont intensifié la recherche des Tutsis suspects dans les collines. Des massacres sont signalés dans la région de Kibilira. » En 1993, l'ambassadeur écrira que le chef de l'État rwandais a intimé « l'ordre de procéder à un génocide systématique en utilisant, si nécessaire, le concours de l'armée et en impliquant la population locale dans les assassinats. » Le 18 février 1993, la DGSE note à propos de « véritables massacres ethniques » en cours : « il s'agirait d'un élément d'un vaste programme de purification ethnique dirigé contre les Tutsis. »

Pourtant l'aide militaire, financière et diplomatique française s'est accentuée. La France n'est pas « aveugle » ou « piégée » par un allié vicieux et dissimulateur. Ses dirigeants sont informés. Les soudards français sont en contact permanent et fraternel avec les assassins. Avec quel degré de complicité ?

PENDANT LE GÉNOCIDE

En mai 1994 Mitterrand et Balladur lancent l'opération, dite « humanitaire », Turquoise. L'armée française ne sauve à peu près personne, mais crée une « zone tampon » au sud-ouest du pays qui bloque l'avancée des forces rebelles et sauve les derniers débris du régime génocidaire.

APRÈS LE GÉNOCIDE

La France a-t-elle vraiment changé sa politique africaine ? L'a-t-elle moralisée, civilisée ? De 1995 à 1997, elle barbouze dans la guerre qui déchire le Zaïre, elle est la dernière à lâcher Mobutu, puis elle prend sa revanche en 1998, au Congo-Brazzaville : Elf et le gouvernement français (président

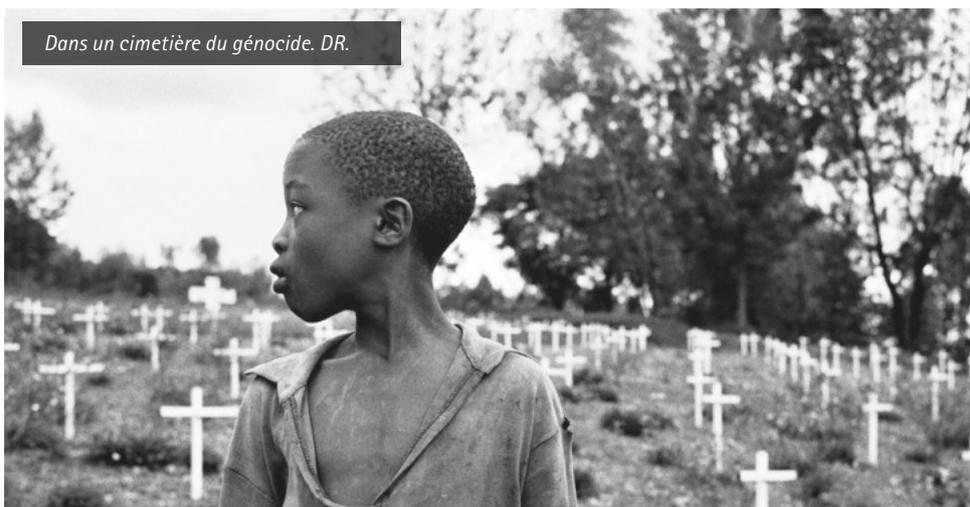
Chirac, premier ministre Jospin) aident le dictateur Sassou Nguesso à reprendre le pouvoir au prix d'une guerre civile sanglante. L'ami de la France « nettoie » les zones peuplées par des ethnies supposées favorables à ses adversaires. Des dizaines de milliers de morts...

Alors certes, l'Etat français n'a pas décidé de massacrer près d'un million de personnes au Rwanda. Mais il a toujours réagi, en réadaptant ses moyens, pour défendre sa zone d'influence africaine. Mitterrand a osé le dire : « dans ces pays-là, un génocide ça n'a pas trop d'importance ». Le vieux politicien socialiste raciné dans l'extrême-droite nous dit tout à la fois que « les Noirs on s'en fout » et qu'après tout, là-bas, on peut bien tremper dans toute sorte de crimes. Pour la juste cause de l'impérialisme français. Le génocide rwandais est secret défense en France, dans la classe politique, dans les médias. On sacrifie au mythe d'une France innocente, qui aurait eu la grandeur d'intervenir, hélas un peu tard, mais la première. On accepte à la rigueur d'entendre que la France fut un peu cynique, ou très aveugle. On peut alors revenir, tranquillement, à la bonne conscience coloniale et raciste, et se désoler de l'incompréhensible sauvagerie des Africains-qui-se-massacrent-entre-eux. La politique de la France, l'impérialisme, peut continuer avec le même cynisme.

Que veut dire alors cet acharnement des actuels dirigeants socialistes de la France à nier et donc à endosser ces crimes ? Ce fanatisme de Valls, qui aboie dans son discours d'investiture à l'assemblée : « je n'accepte pas les accusations injustes, indignes, qui pourraient laisser penser que la France ait pu être complice d'un génocide au Rwanda, alors que son honneur c'est toujours de séparer les belligérants » ? Leur fidélité à la tradition coloniale de la France. Leur stricte identité avec la droite en matière d'impérialisme. Leur volonté commune de défendre encore et toujours les intérêts de la bourgeoisie française à travers le monde.

Le génocide rwandais n'est donc pas un « tragique accident ». C'est un révélateur terrifiant de la nature de l'appareil d'Etat français et de la classe politique qui s'y identifie.

Dans un cimetière du génocide. DR.



Union européenne : des institutions sous contrôle

PAR PASCAL MORSU

Le Parlement européen a une fonction essentiellement symbolique – décorative, peut-on même dire. Plus généralement les institutions de l'UE, très loin d'une quelconque « démocratie européenne », sont étroitement contrôlées par les principaux gouvernements nationaux et leurs agents, dans le cadre de leur consensus néolibéral.

Comprendre la situation des institutions de l'Union Européenne ne peut se faire qu'en ayant à l'esprit que l'UE n'est pas un Etat, même embryonnaire. L'UE demeure une structure essentiellement intergouvernementale, aux mains des gouvernements des Etats membres. Etant entendu que les rapports de force politiques et économiques jouent à plein. En pratique, c'est évidemment le couple franco-allemand qui a le pouvoir. Encore faut-il ajouter qu'au sein de ce couple, l'impérialisme allemand a évidemment la place centrale – surtout depuis la réunification de 1989.

Quatre principales institutions se partagent le gros des pouvoirs exécutifs/législatifs au sein de l'Union Européenne, à quoi s'ajoute la Banque Centrale Européenne, qui a évidemment un rôle économique décisif.

LE CONSEIL EUROPÉEN

Il représente les chefs d'Etat et de gouvernement, flanqués du président de la Commission européenne. Dominé par les impérialismes allemands et français (voir le rôle du trio Barroso-Merkel-Sarkozy/Hollande dans la gestion de la crise capitaliste), c'est le véritable centre de décision politique de l'UE. Toutes les grandes décisions politiques concernant l'UE y sont prises : réforme des traités et des institutions, financement du budget européen, élargissement de l'Union, politique économique, etc.

Depuis 2010, un président de ce Conseil est désigné par ses membres – actuellement le belge Van Rompuy. En pratique, le rôle de ce président demeure extrêmement limité – Van Rompuy lui-même fut choisi pour sa discrétion...

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE (« CONSEIL DES MINISTRES »)

Il réunit les ministres des Etats membres (par domaine de compétences). C'est cette structure qui décide des actes législatifs et budgétaires consécutifs aux décisions du

Conseil européen. Le conseil des ministres partage, avec le Parlement, le pouvoir législatif dans les domaines soumis à la codécision – autrement dit, il a un pouvoir d'obstruction fort quant aux décisions de ce « Parlement ».

LA COMMISSION

Composée d'un représentant par Etat (actuellement 28), cette Commission est l'exécutif de l'UE, donc soumise au Conseil. Le portugais Barroso (libéral, en fin de mandat) la dirige. Elle dispose de l'essentiel des pouvoirs d'initiative parlementaire. L'Histoire a montré que c'est elle qui a été le fer de lance de la politique de libéralisation/dérégulation menée à l'initiative de Bruxelles depuis les années 1980.

En pratique, donc, la Commission européenne opère hors du moindre contrôle démocratique un tant soit peu significatif. On sait pourtant que son rôle a été essentiel depuis 30 ans, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de les politiques de privatisation et déréglementation.

Fait nouveau : en 2014, en conséquence du traité de Lisbonne (2007), le président de la Commission devrait être issu de la liste électorale ayant obtenu le plus de voix. Il s'agit de tenter de donner un minimum de légitimité démocratique à cette commission, ce qui ne changera pourtant rien sur le fond.

LE PARLEMENT

La Communauté économique européenne fut construite sur une base strictement intergouvernementale lors des discussions menant au traité de Rome (1957). Il n'était alors prévu qu'une Assemblée consultative, et rien de plus. Au fil des ans, la nécessité de doter la « construction européenne » d'un vernis démocratique s'est imposée, et il fut décidé d'élire ce « Parlement » directement (1979).

Il ne reste pas moins que les contradictions d'origine demeurent. Traditionnellement,

un parlement est l'un des pivots institutionnels d'un Etat. Or, on sait que l'Union Européenne n'étant nullement un Etat (malgré certaines fonctions para ou supra-étatiques), l'institution que l'on désigne comme le Parlement européen ne peut en aucun cas être considérée comme une authentique structure parlementaire, car elle n'en a pas les prérogatives.

Cette chambre n'a ainsi pas de pouvoir en matière de politique monétaire, étrangère, agricole, judiciaire, etc. Concernant les traités, c'est encore plus clair : cette instance ne peut ni en proposer, ni les ratifier (ce rôle est dévolu aux Etats membres), ni les réviser et encore moins les dénoncer. On pourrait multiplier les exemples, mais c'est clair : le Parlement européen n'a de parlement que le nom. D'ailleurs, de quel peuple ce Parlement serait-il l'émanation, en l'absence de peuple européen ?

En tout cas, seul organe élu de l'UE, le parlement européen est étroitement contrôlé par les gouvernements des Etats membres. Ses attributions sont de trois ordres :

• Compétences législatives

Le Parlement européen participe à l'adoption des actes communautaires aux côtés du Conseil de l'Union européenne. Il se prononce, selon les domaines concernés, suivant différentes procédures : codécision, coopération, consultation, avis conforme et avis consultatif obligatoire. La codécision, qui est la procédure législative normale, suppose que le Conseil et le Parlement européen adoptent conjointement le texte proposé par la Commission. Le Parlement doit donner son accord final.

Le pouvoir d'initiative (c'est-à-dire de lancer le processus d'adoption d'une loi dans tel domaine) appartient de façon principale à la Commission, de façon accessoire au Parlement, qui peut demander à la Commission de lui soumettre telle proposition de texte qu'il juge nécessaire.

• Compétences budgétaires

Le projet de budget est proposé par la Commission, élaboré par le Conseil de l'Union, soumis au Parlement. Ce budget représente à peu près 1 % du PIB des Etats membres, ses principaux postes sont la politique agricole et les actions structurelles (développement des régions ou « politique régionale »). Le Parlement n'a le dernier mot que pour les dépenses non-obligatoires.

•Compétences de contrôle de l'exécutif de l'UE

Le pouvoir de contrôle du Parlement se décline ainsi : censurer la Commission (qui doit alors démissionner), approuver le choix du président et des membres de la Commission, poser des questions écrites ou orales au Conseil et à la Commission, etc.

Ceci étant, le pouvoir de censure de la Commission par le Parlement est des plus théoriques : il faut une majorité des deux tiers des parlementaires....

Au final, on voit donc que les pouvoirs du Parlement européen sont soigneusement balisés, qu'il est étroitement subordonné à la Commission et au Conseil des ministres – étant entendu que de toute façon, l'essen-

Dit autrement, l'indépendance de la BCE garantit à ses dirigeants la possibilité de mener leur politique «monétariste» sans interférences «des politiques» – ceux-ci sont par nature plus sensibles aux pressions venues d'en bas... La BCE est au service des capitalistes, et d'eux seuls. Pas le moindre contre-pouvoir «politique» n'est prévu pour contenir leurs exigences.

UN ÉDIFICE BIEN VERROUILLÉ

De ce rapide tour d'horizon, on ne peut que conclure que l'ensemble de l'édifice institutionnel de l'UE est soigneusement verrouillé par les gouvernements nationaux, qui disposent de l'essentiel du pouvoir face à un Parlement dont le rôle est avant tout symbo-

Le pire est que depuis le vote du TSCG (Traité pour la stabilité, la coopération et la gouvernance en Europe, ayant instauré «la règle d'or» austéritaire), ce type de relations a été généralisé. Là encore, le vote par les parlements nationaux d'un projet de budget est soumis au contrôle tatillon de la Commission, une institution aussi éloignée que possible du moindre contrôle démocratique.

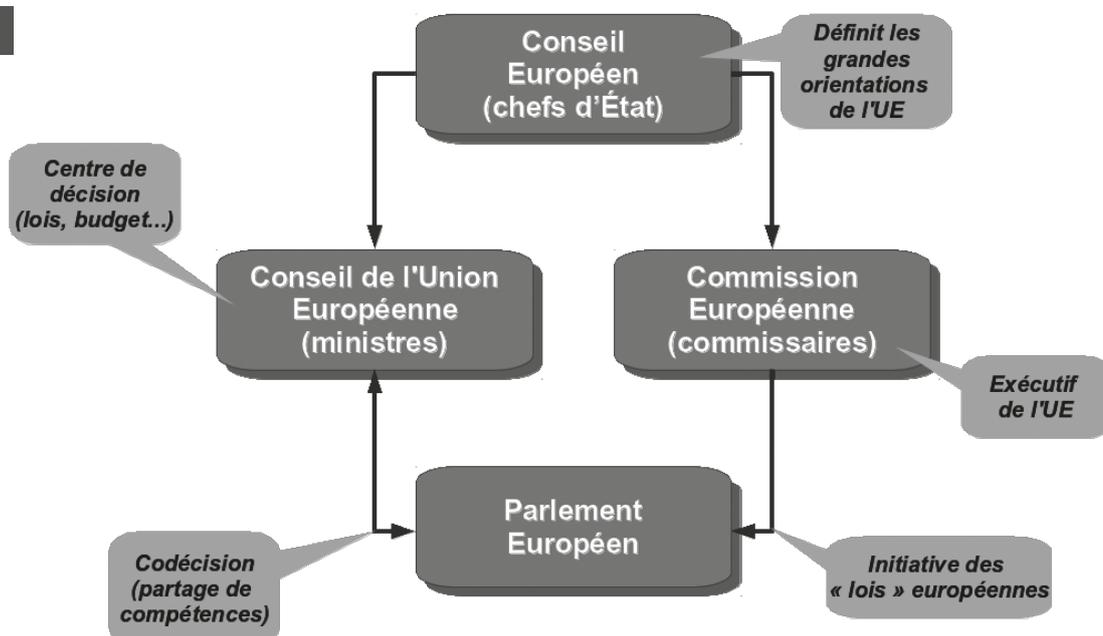
UNE « DÉMOCRATIE » DES PLUS RELATIVE

On voit donc qu'il n'existe pas de «démocratie européenne», encore moins d'embryon d'Europe unie. On ne peut que suivre les auteurs du livre *En finir avec l'Europe* lorsqu'ils

parlent à ce propos de « césarisme bureaucratique ».

En toile de fond de tout ceci, il y a le recul économique de l'Europe à l'échelle internationale. Tout ceci aiguise les contradictions. Les résistances sociales (Europe du Sud...), mais aussi la montée des populismes d'extrême droite (UKIP britannique, Vlaams Belang dans les Flandres belges, PVV néerlandais, etc., sans parler du FN en France) rendent l'exercice de la démocratie parlementaire

DR



tiel de l'activité législative a toujours lieu au niveau des parlements nationaux.

LA BCE

A tout ceci, il faut ajouter la Banque centrale européenne, dont le rôle est évidemment décisif.

On sait que, selon le traité de Maastricht (1992), son principal objectif est de «garantir la stabilité des prix et du système financier», au détriment d'autres objectifs (encourager la croissance, favoriser le plein emploi...). Pour réaliser cette «mission», il fut décidé de donner à cette institution son indépendance, garantie par des statuts spécifiques : les membres du Directoire, par exemple, sont nommés et inamovibles pour 8 ans.

En conséquence, le conseil de la Banque est truffé de technocrates issus du monde bancaire, d'institutions comme le FMI dont on se doute bien que la sensibilité aux questions sociales est des plus limitée (cf. la proximité du président actuel de la BCE, Draghi, avec les milieux bancaires nord-américains)...

lique. C'est l'ensemble de l'édifice qui a été conçu pour servir les intérêts capitalistes et assurer le pouvoir d'une technocratie aussi éloignée que possible du moindre contrôle populaire.

Ce que facilite cette construction, on a pu en prendre la mesure avec l'activité de la troïka UE-BCE-FMI en Grèce.

Dans ce pays, grâce au chantage aux aides financières, les «experts» impérialistes se sont en fait substitués aux institutions élues du pays. Le budget, la politique économique et sociale, sont désormais pour l'essentiel décidés par la Commission Européenne et la BCE. Le pays est littéralement placé sous le contrôle des «hommes en noir» venus de Bruxelles ou Francfort (siège de la Banque centrale).

Le parlement et le gouvernement grecs sont juste priés d'avaliser et de mettre en œuvre les décisions de la Troïka, qui sont à prendre ou à laisser. Ce n'est pas sans raisons que certains parlent à ce propos de la réintroduction de rapports de type colonial.

classique de plus en plus contraint. D'où la tendance à renforcer le rôle des institutions non élues, colonisées par des technocrates directement liés aux «milieux d'affaire».

Dit autrement, l'UE est un ensemble d'institutions au service des principaux impérialismes du continent (avant tout l'Allemagne et la France). Mener une politique un tant soit peu progressiste ne peut donc s'envisager qu'en rupture avec de telles institutions. □

ÉTAT ESPAGNOL

Podemos, un nouveau mouvement pour et le changement politique

RAÚL CAMARGO ET DANIEL ALBARRACÍN

Si l'offensive austéritaire du gouvernement Rajoy et de l'Union européenne est loin d'avoir été défaire, la résistance populaire dans l'Etat espagnol enregistre désormais des succès partiels. Ceux du mouvement de la « Marche blanche » (qui a empêché des privatisations d'hôpitaux publics à Madrid) ou de la population de Garmonal, près de Burgos (qui a bloqué un projet de restructuration urbaine que voulait imposer la droite), ont été suivis de l'immense mobilisation des « Marches de la dignité » (voir L'Anticapitaliste n° 53 d'avril 2014).

C'est dans ce contexte que vient de surgir, avec « Podemos », un nouveau projet politique qui, par bien des aspects, reprend des aspirations portées depuis quatre ans par le mouvement des Indignés. Dans cet article écrit pour notre revue¹, Raúl Camargo et Daniel Albarracín, militants d'Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste), décrivent les conditions de son lancement, le projet dont il est porteur et indiquent les conditions de sa réussite.

L'initiative politique *Podemos* (« Nous pouvons »), qui se donne pour objectif immédiat de présenter une liste aux élections européennes, a été lancée publiquement le 17 janvier 2014 à l'initiative du présentateur du programme de télévision *La Tuerka* (« L'Ekrou »), Pablo Iglesias, d'un groupe d'enseignants réuni autour de lui et d'Izquierda Anticapitalista.

Le projet est parti d'un Manifeste, signé par une trentaine de personnalités de la gauche sociale, politique et culturelle, intitulé *Mover Ficha* (« Prendre les choses en main »). Ce Manifeste met notamment en avant la réalisation d'un audit citoyen de la dette et le non-paiement de la dette illégitime, la nationalisation des banques, la défense du droit à l'autodétermination des peuples et du référendum catalan du 9 novembre prochain, la critique de l'austérité et des coupes dans les services publics, la défense des droits reproductifs des femmes, l'expropriation du secteur de l'énergie et le changement de modèle productif.

En très peu de temps, il a reçu le soutien de plus de 100 000 personnes. Les meetings de présentation organisés dans une série de villes, remplis de jeunes mais aussi de vétérans de nombreuses luttes, ont dépassé toutes les attentes. L'esprit du mouvement du « 15-M »² paraît s'incarner maintenant dans ce mouvement politique d'un type

nouveau. Les primaires ouvertes qui ont été organisées pour élire ses candidats aux européennes ont réuni 33 000 votants, soit le chiffre le plus élevé pour tout scrutin préparatoire à ces élections, n'importe où en Europe. Pablo Iglesias, la personnalité la plus connue, avec sa participation régulière à des programmes télévisés, y a été élu tête de liste³, devant la militante sociale et politique Teresa Rodríguez, membre d'Izquierda Anticapitalista. Selon les derniers sondages publiés dans les médias, *Podemos* serait déjà près d'obtenir une représentation au parlement de Strasbourg.

Un secteur significatif des classes populaires et laborieuses, qui ne veut pas s'enfoncer dans l'impuissance, aspire à disposer d'instruments politiques crédibles qui lui permettent de sentir pleinement participant. La situation critique que nous traversons a ouvert un espace pour la construction d'un instrument politique, tel que celui représenté par *Podemos*, dans le cadre plus large et complexe de la gauche.

Indéniablement, il existe au sein de ce mouvement des aspirations diverses (certaines centrées davantage sur la lutte contre la corruption, d'autres sur un besoin de démocratie, etc.) qui pourraient être intégrées dans le cadre d'options politiques plus

larges, voire technocratiques. Mais il y a aussi celles qui reconnaissent, et de façon croissante, que le problème est le système, et qui ne trouvaient pas de cadre organisé dans lequel s'exprimer. C'est à celles-là que *Podemos* ouvre maintenant une voie.

QUE SE PASSE-T-IL AVEC IZQUIERDA UNIDA ?

Izquierda Unida (IU, Gauche unie) est une coalition dirigée par le Parti communiste d'Espagne (PCE). De caractère réformiste, elle défend une orientation qui inclut la recherche d'accords avec le Parti socialiste (PSOE) dans toutes les institutions, comme c'est actuellement le cas au sein du gouvernement régional d'Andalousie, la région autonome la plus peuplée de l'Etat. L'absence de formations alternatives, capables d'enthousiasmer des majorités et d'organiser la contestation, laissait orphelines de nombreuses personnes qui s'incorporaient à nouveau à la lutte.

Pour beaucoup, l'option électorale est nécessaire, mais non suffisante. D'autant que l'on peut douter de la volonté de certaines directions politiques d'aller au-delà des institutions de la « Transition » (le processus qui, entre 1975 et 1978, a signifié le passage du franquisme à une démocratie formelle) et du régime sur lequel elle a débouché – un défi qui exigerait de l'audace anticapitaliste. Certaines organisations se sont également montrées peu aptes à s'enraciner suffisamment dans la culture horizontale et radicalement démocratique portée par les mouvements d'indignation. Peut-être l'irruption de *Podemos* pourra-t-elle contribuer à accélérer des changements en leur sein.

Quoi qu'il en soit, c'est un défi que nous devons prendre à bras-le-corps, avec des pratiques et des formes d'organisation collectives nouvelles qui nous engagent toutes et tous. Si de tels changements surviennent, tant mieux, ils faciliteront les rencontres. Mais même si l'on peut observer certaines réactions, le message a-t-il été entendu ? A ce jour il semble que non, ou qu'on n'ait pas voulu l'entendre.

Dans tous les cas, pour nous qui n'éprouvons aucun sentiment de loyauté envers une Constitution (approuvée en 1978 dans un référendum qui laissa de nombreuses

l'auto-organisation



« Démocratie réelle maintenant ! Nous ne sommes pas une marchandise entre les mains de politiciens et de banquiers » : le 15 mai 2011 surgissait le mouvement qui s'est connu sous le nom d'« Indignés ». DR.

questions non résolues, et rejetée au Pays basque) que nous n'avons pas votée (tout comme d'autres, auxquels on exigeait de choisir entre le franquisme et l'obtention de quelques libertés démocratiques très encadrées), il est nécessaire de construire quelque chose de meilleur et, autant que possible, d'unitaire. Une unité qui se base sur l'écoute mutuelle et non sur un monologue dans lequel l'autre est nié ou qui vise simplement à donner des leçons.

Ce sont précisément ces défauts d'IU et de sa composante essentielle, le PCE, ainsi que l'espoir que suscite l'initiative *Podemos*, qui ont poussé de nombreuses personnes non organisées, qui voyaient que leur avenir personnel et collectif était brisé, à se rapprocher de nouvelles formes d'organisation politique collective. D'un outil politique qui s'oppose aux politiques qui agressent le peuple et propose des alternatives pour chasser le gouvernement, dépasser le régime et rompre avec le capitalisme. Sans doute, *Podemos* ne peut s'arroger l'exclusivité de la représentation de la gauche politique. La présence plus ou moins consolidée de forces, organisées au niveau de l'Etat, qui disposent depuis longtemps d'une certaine audience électorale, tout comme celle de forces de gauche nationa-

listes enracinées, sont une réalité. Toutes comptent et nous comptons tous. Il est urgent de nous reconnaître avec nos différences et, surtout, d'être capables de trouver les terrains et les moyens d'influer ensemble – et de le faire.

PODEMOS, UN DÉFI EN CONSTRUCTION

Rappelons-le, en l'absence de contrepoids effectifs (limitation dans le temps des mandats, révocabilité, bilans et plans de travail, rotation des élus, etc.), l'expression de la base est conditionnée au plus haut point par la gestion des rythmes et de l'information imposée depuis les directions (dans une situation où elles sont privilégiée en termes de contacts, d'information, de temps disponible et de ressources). C'est ce qui explique les réticences de ce secteur qui, jusqu'à présent, ne se sentait pas représenté.

Podemos est donc un espace qui permet de s'auto-organiser et, surtout, donnera aux gens la possibilité d'exercer du pouvoir, de faire les choses par eux-mêmes dans le cadre d'un soutien mutuel collectif ; un espace où la délégation ne pourra être que transitoire et définie pour des tâches concrètes, où l'expérience, la responsabilité et la capacité politique de toutes et tous

sera socialisée à tous les niveaux.

Podemos est un défi qui a été mis en marche. S'il faut naturellement être conscients (c'est notamment notre cas) qu'il n'y a pas de formules magiques ni de recettes simples et rapides, il offre néanmoins quelque chose que d'autres instruments n'ont pas pu réaliser, ou ne l'ont fait que jusqu'à un certain point sans paraître mener très loin : une participation horizontale respectueuse des processus démocratiques, sans sujétion à la verticalité imposée par des directions dominantes des appareils dépourvus du contrepoids d'un contrôle démocratique effectif ; la réunion de collectifs et de personnes honnêtes et combattifs ; une réelle ouverture autour d'un projet politique qui a un bon point de départ.

Pour cette raison, bien que *Podemos* ne cesse d'interpeller les formations politiques de gauche pour une stratégie politique faisant corps avec les luttes populaires, son potentiel émane fondamentalement de l'auto-organisation des classes populaires, des nouvelles et nouveaux militants qui en sont issus. Son appel implique sans aucun doute un tournant à gauche, qui ne consiste



pas seulement en l'impulsion de mécanismes plus participatifs, mais exige aussi de rompre avec le social-libéralisme sur tous les terrains – que ce soit en Andalousie (où gouverne une coalition formée entre le PSOE et IU), au niveau du gouvernement national ou à celui de l'Europe. Deux points précisément sur lesquels Izquierda Unida, le « grand frère » de la gauche, fait aujourd'hui la sourde oreille.

Peut-être des personnes déjà impliquées dans d'autres formations peuvent-elles considérer cette initiative avec suspicion (juste parce qu'elles ont coutume d'interpréter les initiatives nouvelles comme des adversaires électoraux). Mais les personnes qui au cours de ces années se sont incorporées à la lutte sociale, ou qui seulement sympathisent avec elles, et ne sont pas encore organisées, se sont enthousiasmées pour *Podemos*. Simplement, parce qu'il s'agit d'un outil qu'elles pourront construire sur un pied d'égalité, avec l'assurance que l'on ne transigera pas avec les vieilles façons de faire, ni avec le néo ou le social-libéralisme qui a notablement déçu en tant de lieux (France, Andalousie, etc.)

UNE DIRECTION COLLECTIVE QUI DIALOGUE EN PERMANENCE AVEC CEUX D'EN BAS – LA LOYAUTÉ ENVERS LE PEUPLE ET LES CERCLES COMME CIMENT

Les figures dirigeantes qui impulsent aujourd'hui le processus ont une grande responsabilité. Leur première tâche est de ne pas s'arroger des rôles que d'autres ont à assumer. Leurs voix doivent permettre de représenter, avec respect, sensibilité et dans un dialogue permanent avec le mouvement politique qui leur confère ce rôle, les aspirations de nombreuses personnes matérialisées dans des accords et un projet politique.

Tout en demeurant loyales envers le rôle premier des Cercles (les assemblées de base à travers lesquels *Podemos* s'organise, territorialement et par secteurs), il leur faut devenir des facilitateurs du contact et de l'action au sein des espaces sociaux, de travail et institutionnels – territoires à investir pour les retourner tous.

ORGANISER PATIEMMENT L'IMPATIENCE – MOBILISATION SOUTENABLE ET RÔLE CENTRAL DES CERCLES

Mettons l'espoir au travail. Sans impatience, mais sans pause. La borne des élections marque une étape dans un trajet qui sera long et parsemé d'obstacles. Assumons-le. En sachant que pour avancer au milieu des adversités, la première chose à faire sera d'implanter une forme de vie collective dans laquelle s'organiser avec d'autres fera partie de nos habitudes quotidiennes.

Construire un outil politique commun ne sera pas une chose simple, du fait de l'enne-

mi que nous avons à affronter comme de l'effort que nécessitera l'échange mutuel de nos expériences et capacités. Nous aurons besoin de nous écouter, de gérer les désaccords, de nous mettre d'accord sur des points communs et de frapper ensemble. Il nous faudra établir un compromis viable afin de pouvoir mener nos vies sans abandonner nos objectifs, et sans que les nécessités de la vie ne soient reléguées dans un coin. Il nous faudra élaborer, discuter fraternellement et apprendre les uns des autres.

Nous aurons par-dessus tout besoin de lutter pour que l'impatience ne nous consume pas, ni ne nous entraîne dans un électoralisme illusoire. Le but est bien plus éloigné, mais nous commençons dès à présent à cheminer. A travers l'exemple et la pratique, avec ouverture d'esprit, parce que ce mouvement n'est pas ni ne peut être excluant – nous ne serons intransigeants qu'avec les privilèges, où qu'ils soient et quels que soient leurs détenteurs. C'est ainsi qu'une plus grande unité se formera (dans la diversité de celles et ceux d'en bas) et que les conquêtes futures deviendront possibles. □

1 Traduit du castillan par Jean-Philippe Divès.

2 Le 15 mai 2011, jour de la manifestation convoquée à la Puerta del Sol, à Madrid, d'où ont surgi les mobilisations et le mouvement des Indignés.

3 En Espagne comme dans d'autres pays, ces élections font l'objet d'un scrutin de liste unique, organisé au niveau de tout l'Etat.

« Exproprier les banques, ne pas payer leur dette » : 21 mars 2014, le cortège d'Izquierda Anticapitalista à Madrid, dans le cadre des Marches de la dignité. © Daniel Gil.



La bourgeoisie syrienne et la révolution populaire

PAR GHAYATH NAÏSSE¹

La révolution populaire syrienne vient de compléter sa troisième année. Elle affronte toujours la machine meurtrière et destructrice du régime dictatorial. Les masses populaires ont consenti durant cette période des sacrifices énormes. Au nombre des personnes tuées qui dépasse les 100 000, il faut ajouter les blessés et les disparus qui se comptent par centaines de milliers, sans parler de la moitié de la population syrienne acculée à l'exil intérieur ou dans les pays voisins.

Ce sombre tableau recoupe la carte des zones rebelles et donc détruites, où vivent et travaillent les classes populaires, dont la classe ouvrière, dans une large mesure les forces sociales motrices de la révolution.

La compréhension politique des milieux de la gauche traditionnelle, nationaliste et stalinienne, avant la vague des révolutions qui a balayé la région, se caractérisait par un mélange de rhétoriques parlant de la révolution à venir ou en cours comme une révolution nationale démocratique, d'autres évoquant une révolution par étapes, la première étant selon eux celle d'une révolution nationale démocratique, mais «avec une perspective socialiste» très éloignée.

Ces deux concepts qui n'en font en réalité qu'un, stalinien à l'origine, reposent sur l'idée de l'existence d'une bourgeoisie nationale, avec laquelle il faudrait s'allier pour atteindre l'étape nationale démocratique recherchée, afin de construire une économie forte, une industrie, un développement, etc.

Sont issues de cette conception une somme d'écoles tiers-mondistes qui vouent aux gémonies la bourgeoisie mafieuse, ou comprador ou rentière, en prenant soin de la différencier d'une bourgeoisie industrielle nationale qui aurait un rôle développementaliste. Certaines de ces écoles estiment nécessaire la direction du «parti révolutionnaire» pour une alliance de classes («populaire-bourgeoisie nationale») dans cette étape nationale démocratique. Dans la réalité, ce vocable ne ramène qu'à l'expérience des «mouvements de libération nationale» ou «démocraties populaires» qui se sont avérées être de pures dictatures capitalistes, ou capitalismes d'Etat.

Il ne s'agit pas ici de mener une discussion théorique avec les thèses précitées que

nous récusons. En revanche, on verra à travers la situation actuelle et réelle de la bourgeoisie syrienne comment elle pourrait être concernée par ces révolutions «démocratiques».

UNE BOURGEOISIE FORTE, POSSÉDANTE ET GOUVERNANTE

Les régimes Assad, père et fils, ont pu pendant quatre décennies reconfigurer une classe bourgeoise forte et large. Le dictateur-père a pendant trois décennies fait preuve d'une grande circonspection pour redonner sa place à la grande bourgeoisie, au moyen de mesures étudiées et en lien organique avec le pouvoir. Il a instauré un régime de corruption et de pillage généralisés, à travers lequel les grands bureaucrates d'Etat, notamment la clique dirigeante et ses associés, se sont transformés par le pillage des richesses en une grande bourgeoisie immobilière, commerçante et industrielle. Toutefois, Assad père avait préservé dans une certaine mesure le rôle social de l'Etat, en maintenant la gratuité des systèmes de santé et d'enseignement ainsi que les subventions aux produits de première nécessité. Il avait également résorbé une partie du chômage en créant des postes dans une bureaucratie d'Etat pléthorique, dépourvue de fonction productrice, surtout l'armée, les appareils sécuritaires et les fonctionnaires de l'administration.

Cette prudence qui avait conduit à maintenir une partie des acquis sociaux a été abandonnée par Bachar Al Assad, qui a succédé à son père en juillet 2000. Il a en effet engagé des changements économiques néolibéraux violents et rapides, en traitant à la légère toute possibilité de réaction sociale. Il croyait que les appareils

répressifs du pouvoir avaient donné le coup de grâce pour des dizaines d'années à toute tentative de protestation. C'était une lourde erreur, car les protestations non seulement n'ont pas cessé mais ont connu une recrudescence à partir de 2006. Le régime a baptisé sa politique néolibérale et antisociale, au bénéfice de la grande bourgeoisie syrienne, «économie sociale de marché». Après l'accession au pouvoir du fils, le nombre de ceux vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 11 à 33 %. Si l'on ajoute ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour, les pauvres en Syrie, selon les statistiques des Nations Unies, étaient en 2009 la moitié des habitants. Cette nouvelle bourgeoisie s'est accaparé 70 % du produit intérieur brut selon les statistiques de 2009. Entre elle et le pouvoir de la clique gouvernante, il y avait une sorte de contrat tacite : «enrichissez-vous comme vous voulez, mais laissez-nous le pouvoir». Et c'est effectivement ce qui s'est passé durant quatre décennies. Le pouvoir a introduit symboliquement des hommes d'affaires au Conseil du peuple, qui n'a aucun rôle réel, et a renforcé les pouvoirs des Unions industrielles et commerciales. Bien plus, il a constitué des conseils d'entrepreneurs avec 69 Etats, permettant aux premiers de coopérer et de se coordonner directement avec les sociétés et institutions commerciales, bancaires et industrielles de ces pays. Ces conseils ont été dissous en juin dernier en raison de leur déclin consécutif au boycott économique imposé à la Syrie.

La forme autoritaire du pouvoir convient à la bourgeoisie syrienne émergente car, en l'absence de tout obstacle juridique ou syndical à sa cupidité, elle ne laisse aucun espace à une

contestation de l'exploitation et du pillage.

QUELLE BOURGEOISIE NATIONALE ?

Dans les premiers mois de la révolution, une partie de cette grande bourgeoisie syrienne a exprimé son soutien au régime, tandis qu'une autre partie, notamment le secteur associé à la clique familiale dirigeante, continuait de financer les milices qui lui sont inféodées. Mais on sait que les capitaux n'ont ni patrie ni religion, et ne connaissent que l'appât du gain. Au bout d'un an s'est enclenché un mouvement de fuite des capitaux de cette bourgeoisie vers le Liban et d'autres pays arabes et étrangers. La seconde année, elle a fermé ses usines et licencié arbitrairement des dizaines de milliers de travailleurs, ou bien a délocalisé ou vendu ses usines. La bourgeoisie n'a pas mis longtemps à comprendre le danger que constitue pour elle la révolution populaire.

Le journal *Alwatan* a fait état du « licenciement de plus de 89 000 travailleurs pendant la première année de la révolution, dont la moitié dans les gouvernorats de Damas et sa banlieue, les chiffres officiels indiquant que 187 entreprises du secteur privé ont été totalement fermées entre le 1er janvier 2011 et le 28 février 2012 ». Mais « ces chiffres n'ont aucune crédibilité car le nombre d'ateliers et d'usines fermés avoisine les 500 »².

Le *Financial Times* britannique a affirmé que « les entrepreneurs syriens ont discrètement placé leurs capitaux à l'étranger depuis le début de la crise dans le pays et des économistes ont affirmé que ces mouvements se sont accélérés avec le déplacement de la violence vers les centres commerciaux de Damas et d'Alep »³.

Le chercheur Samy Abboud a pu évaluer les retraits effectués dans les banques syriennes par les propriétaires de comptes (surtout de grands bourgeois) à la fin 2012 à près de 100 milliards de livres syriennes.⁴ Mais personne ne dispose d'évaluation précise de la taille des capitaux que la bourgeoisie a fait fuir, notamment pour celle en rapport avec la clique familiale gouvernante. Selon la Chambre de commerce de Damas, cette « fuite de capitaux syriens est estimée à 20 milliards de dollars »⁵, un chiffre certainement en-deçà de la réalité.

Il n'existe pas d'étude fiable du nombre d'usines délocalisées à l'étranger pour y être revendues ou exploitées, ni de celles qui ont été détruites ou dont l'activité a cessé. Rien qu'à Alep, dont l'industrie représente 36 % du total national, le nombre d'entreprises privées qui ont cessé leur ac-

tivité s'élève à plus de mille, ce qui a entraîné le licenciement de plus de 500 000 travailleurs.⁶

La bourgeoisie industrielle n'a pas délocalisé la majorité de ses usines en cachette, mais avec l'accord des autorités syriennes. C'est ce qu'a confirmé une déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur égyptien, Hatem Salah, à la fin

La majorité de la bourgeoisie n'a pas seulement vendu ou délocalisé ses entreprises et usines, elle a aussi évadé la plupart de ses capitaux. Une partie importante a aussi fui à l'étranger, attendant de voir les autres classes ou secteurs de classe (notamment celui qui tient les rênes du pouvoir politique) s'épuiser dans un combat violent, jusqu'à ce que la situation se tasse



mars 2012. Selon lui, 80 usines syriennes avaient alors été délocalisées en Egypte, tandis que « la présence de 300 autres dépendait de l'accès à des terrains »⁷.

En mars 2013, le gouvernement syrien a d'ailleurs pris la décision d'interdire « l'exportation » des usines. L'expert économique Mohamad Saïd Alhalabi affirmait quant à lui qu'« environ 90 % des entreprises industrielles ont été délocalisées vers l'étranger avec l'autorisation de l'Etat et l'accord de leurs propriétaires »⁸.

et lui permette de revenir et dominer à nouveau, à des conditions meilleures pour elle, aux plans politique et économique. Un autre secteur prospère quant à lui via l'achat de terres, la construction, les trafics, la spéculation, le monopole de livraisons et autres activités lucratives. Certains, qui ne vivent que de cela, ont reçu le nom de « seigneurs de la guerre ». Des informations concordantes du début de 2013 estiment que le nombre d'« entrepreneurs syriens arrivés en Egypte est de l'ordre de

30 % du nombre des entrepreneurs qui ont fui de Syrie, soit 50 000»⁹. Mazen Hamour, membre du conseil d'administration de la chambre de commerce de Damas, estime que «60 % des entrepreneurs ont quitté le pays lors du pic de la crise et l'économie a subi des pertes estimées à près de 20 milliards de dollars»¹⁰. Pour Marwa Alytouni, membre du conseil d'administration de la chambre

l'Union des agriculteurs, celle des étudiants, etc.

Dans les premiers mois de la révolution, en 2011, la bourgeoisie a utilisé les structures jaunes des syndicats, avec le passif bien enraciné de répression et de terreur, pour faire participer nombre de travailleurs, fonctionnaires et enseignants aux manifestations de soutien à Bachar Al Assad.



de l'industrie de Damas et de sa banlieue, «70 % des entrepreneurs syriens sont maintenant à l'étranger et c'est effrayant»¹¹.

LA CLASSE OUVRIÈRE, LES EXPLOITÉS ET LE PEUPLE

Les activités syndicales de la classe ouvrière syrienne ont été officiellement encadrées depuis la prise du pouvoir par le Baath. En 1984, le pouvoir s'est rattaché la bureaucratie syndicale sous le slogan du «syndicalisme politique». La même chose s'est produite pour

Mais craignant que ces manifestations se retournent contre lui, alors que les forces du régime affrontaient les manifestations de masse des opposants, le pouvoir a mis un terme à ces démonstrations de soutien. Le régime craint particulièrement les deux groupes sociaux que sont les travailleurs et les étudiants. Le document de fondation du Front nationaliste et progressiste au pouvoir, qui comprend, outre le parti Baath, de petits partis nationalistes et staliniens, incluait un para-

graphe engageant ces formations à ne prendre part à aucune activité dans ces secteurs et dans l'armée.

Mais l'aggravation de la situation de larges secteurs de la population a entraîné en 2006 une recrudescence des protestations et manifestations ouvrières et de masse, le mécontentement s'étendant à des structures intermédiaires et de base des syndicats officiels. On a remarqué, au début de la révolution, que la violence du régime touchait particulièrement les zones habitées par les masses ouvrières et exploités dans les banlieues de Damas, Deraa, Homs, Alep et Dir Ez Zor. La bourgeoisie a également procédé à des licenciements, arbitraires et continus, même dans des usines éloignées de la violence et dans des régions acquises au régime.

Celui-ci a en outre fait le siège des entreprises avec ses milices et appareils, tentant sans succès d'enrôler des secteurs ouvriers dans ses combats, mais interdisant ainsi à leurs membres de se comporter comme une classe défendant des intérêts propres, d'autant que l'effondrement économique et du niveau de vie pousse celui qui a encore un travail à s'y accrocher. Quant à celui qui se retrouve au chômage, il se trouve contraint soit de rejoindre les groupes d'opposition, qui versent une solde à leurs combattants, soit de rejoindre la dite Armée nationale de défense syrienne, une sorte de milice de défense de régime.

La situation économique et sociale en Syrie est plus que tragique. Le nombre des chômeurs atteignait début 2013 le chiffre de 2,96 millions, ce qui porte le taux de chômage à 48,8 %¹², la population active réelle s'étant réduite à 3,1 millions après avoir été de 6 millions en 2010. Cela conduit à l'expansion du secteur informel, comme avec les vendeurs ambulants qui proposent toutes sortes de produits, dont le pétrole, ou les contrebandiers.

La situation des travailleurs et des couches populaires s'est tellement détériorée que l'Union des travailleurs de Damas, un syndicat officiel, a dû en faire la critique dans son rapport annuel. Celui-ci démontre que l'Etat a stocké beaucoup d'argent, faisant grimper l'inflation à 75 %. Les prix, notamment des denrées alimentaires et des dérivés du pétrole, ont augmenté de façon vertigineuse. Le rapport indique que «la fuite des capitaux a entraîné la fermeture de milliers d'entreprises et d'usines en Syrie, et une hausse du chômage à des taux records et l'apparition de problèmes sociaux». Les loyers ont augmenté de plus de 100%. Le

syndicat officiel demande des augmentations de salaire compris entre 30 et 300 %.¹³

Il va sans dire que, sans parler de la militarisation d'un grand nombre de révolutionnaires, de la violence du régime et de la



sauvagerie des combats en cours, tout cela a rendu le combat de la classe ouvrière, en tant que classe et sur ses lieux de travail, extrêmement difficile - même si une première grève ouvrière s'est déclenchée dans les usines de médicaments de Damas, le 29 juillet 2013.

QUELLE EST LA POSITION DE LA BOURGEOISIE SYRIENNE ?

La nouvelle bourgeoisie de guerre a intérêt à étendre dans le temps l'affrontement, à condition de pouvoir recycler les fonds qu'elle a pillés. On trouve certains de ses représentants dans des structures politiques de l'opposition, surtout le Conseil national syrien et la Coalition des forces de la révolution et de l'opposition, mais elle ne s'interdit pas de coopérer avec le régime lui-même.

Nombreux sont ceux qui ont mis la main sur des puits de pétrole et vendent leur production au régime qu'ils disent combattre, tandis d'autres font de la contrebande vers la Turquie.

L'essentiel de la bourgeoisie syrienne continue d'estimer que le régime est «son» régime. Elle n'a fait aucun pas politique exprimant une position hostile ou même se démarquant. Mouadh Alkhatib, l'ex-président de la Coalition nationale, qui voulait engager un dialogue et une négociation sans conditions, exprimait la

position de la seule bourgeoisie damascène. L'unique initiative politique de la bourgeoisie syrienne en tant que telle est venue au bout de deux ans de révolution, après la réunion d'hommes d'affaires syriens fin mars 2013 à Amman, en Jordanie. Baptisée «Initiative de la conscience syrienne», elle préconise le maintien de Bachar Al Assad jusqu'à la fin de 2014, et le

maintien du gouvernement actuel en ne changeant que les ministres de la Défense et de l'Intérieur.

Quelle que soit l'évolution de la situation en Syrie, les revendications économiques et sociales s'imposeront au cœur de tout projet politique à venir. Elles émergeront avec d'autant plus d'évidence qu'elles en seront les moteurs essentiels, à côté de l'aspiration à en finir avec le despotisme et à arracher des libertés fondamentales.

Le régime a tiré profit de la dégradation des conditions économiques et sociales. Son action vise à pousser de larges secteurs des masses au désespoir, à se concentrer sur leur survie, fuyant les combats, les destructions, la famine et les privations, afin de les isoler et de paralyser leur capacité révolutionnaire. Il y est parvenu partiellement, car les «régions libérées» souffrent des mêmes maux dont elles souffraient sous la dictature.

A cela s'ajoute l'influence croissante des forces jihadistes et takfiries, qui tentent d'imposer des relations sociales arriérées et proposent une vision réactionnaire, noyée dans l'arriération et la bigoterie, dans l'étrécissement de la perspective de la religion islamique, en affichant leur volonté d'imposer le Califat. Tout cela est en contradiction flagrante avec les objectifs de la révolution populaire syrienne et fait de ces forces réactionnaires et fascistes un

obstacle dangereux en travers de la poursuite du mouvement populaire. Au stade actuel de la révolution, et pour la victoire de cette dernière, le mouvement populaire et la résistance armée n'ont d'autre choix que d'assumer leurs responsabilités en s'affrontant à ces forces réactionnaires, par les armes s'il le faut, tout en poursuivant la révolution contre le régime de l'oligarchie. C'est une condition pour que la révolution populaire revienne à son cours originel, pour la liberté, la démocratie, l'égalité et la justice sociale.

Ceci exigera la convergence des forces à même de déterminer une stratégie de victoire de la révolution populaire syrienne. Et, à notre avis, de poursuivre sans relâche l'effort afin de créer une direction révolutionnaire de masse, capable de s'appuyer sur l'auto-organisation populaire dans les régions qui échappent à la domination du régime et de faire émerger une direction unifiée de la résistance populaire armée. Il faut mettre fin aux gangs et assiéger les groupes fascistes takfiris, les isoler du mouvement de masse, en préliminaire à leur écrasement pour leur rôle de sabotage et leurs assassinats contre le mouvement populaire. Pour la gauche révolutionnaire, la construction d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire reste une tâche urgente, une question de vie ou de mort dans la phase actuelle de la lutte des classes. □

1 Membre du Courant de la gauche révolutionnaire de Syrie. Traduit de l'arabe par Luiza Toscano, cet article a été publié initialement dans «La révolution permanente», n°4 de janvier 2014, <http://permanentrevolution-journal-org/ar/node/67>.

2 Site Anab Biladi, «Le chômage, jusqu'où ?», 4 avril 2012.

3 Selon le site du journal Alzaman, le 15 février 2013.

4 Samy Abboud, «Les fonds syriens en fuite à l'étranger masqués, ce qui rend difficile leur retour», site de l'Economiste, 13 mai 2013.

5 Site Cham Press, 12 février 2013.

6 Bassel Dioub, «C'est ainsi que la forteresse de l'industrie syrienne s'est effondrée», journal AlAkhbar Allubnania n° 1935, 19 février 2013.

7 Salam Saadi, «Les usines de Syrie émigrent aussi», site Almadun, 4 avril 2013.

8 Site Baladouna, «L'industrie syrienne est malade mais ne meurt pas», 4 juin 2013.

9 Site Sky News, «Des réfugiés syriens ayant rang d'entrepreneurs», 30 janvier 2013

10 Cham Press, «Chambre de Commerce de Damas : la fuite des capitaux syriens estimée à 20 milliards de dollars», 14 février 2013.

11 Site Anab Baladi, repris du Financial Times, «Les malheurs des uns font le bonheur des autres», les capitaux syriens fuités», 31 mars 2013.

12 Cham Press, «Le combat en Syrie, un choix économique pour les chômeurs» 20 juillet 2013, les chiffres fournis par cet article sont repris d'une étude du Centre syrien de recherches politiques», publiée cette année

13 Site du journal gouvernemental Al Thawra, Union des travailleurs de Damas, «Garantir un environnement de travail sûr», 17 juillet 2013.

14 Le rapport en date du 18 mars 2013 du Centre d'information syrien nomme les chefs d'entreprise à l'origine de cette initiative : Ons Alkziri, Ratib Alchalah, Mouwafak Kaddah, Adel Mardini, Zina Yasji, Adib Alfadhel, Abdallah Aldardari.

Où en est le capitalisme français ?

PAR HENRI WILNO

Le dossier de ce mois vise à faire le point sur certains aspects de la situation actuelle de l'économie française. Une question mérite d'être évoquée en introduction : où en est le capitalisme français par rapport à ses rivaux ? Est-il engagé dans une spirale d'affaiblissement ? Sous cet angle, que représente la politique économique de Hollande-Valls ?

Parmi les économistes qui se situent hors du consensus dominant, deux positions polaires peuvent être distinguées. La première met l'accent sur le fait que la bourgeoisie française est en quelque sorte « coincée » : taux de profit insuffisant, faibles performances à l'exportation, etc. La seule solution est donc une politique de rigueur et de libéralisation forcenées pour réduire le coût du travail dans toutes ses composantes.

La deuxième position met au contraire en avant les choix faits par les capitalistes français et, notamment, celui de privilégier la distribution des dividendes à l'investissement. Une version extrême de cette position distingue coût économique du capital et coût financier : « *il va de soi qu'on ne peut pas contester l'utilité du premier* » précise l'économiste Laurent Cordonnier dans une interview sur le site NVO.fr (impulsé par la CGT) le 22 avril 2014 (« *Ce que coûte le capital aux entreprises* »). Et au sein du coût financier est dégagé un « *surcoût* » qui est « *la partie du coût financier qui reste quand on a ôté les rémunérations justifiables* ». C'est de ce « *surcoût* » que viendrait une bonne partie des maux économiques actuels. Exit 150 ans de critique du capitalisme depuis Marx : il est évident que la logique du capital est globale et que la finance n'est qu'une de ses formes. Une chose est de dénoncer le revenu garanti des actionnaires et le fait que les salariés soient l'unique variable d'ajustement des aléas de la conjoncture ; autre chose est de prétendre trier le bon grain de l'ivraie, ce qui conduit insensiblement à avoir comme horizon un « *bon capitalisme* » libéré de ses excès.

L'AUSTÉRITÉ POUR RESTER DANS LE PELOTON

Pour juste qu'elle soit sur le fond, la thèse fondée sur le fait que les capitalistes français seraient « coincés » est toutefois réductrice dans certaines de ses formulations. Il faut d'abord la replacer dans le contexte européen. L'Union européenne tout entière est le « *maillon faible* » dans la crise capitaliste. Elle porte un « *modèle social* » qui la défavorise dans la compétition internationale d'autant que, par rapport aux USA, elle ne peut compenser ses faiblesses économiques par son poids politique : les USA ont le dollar (dont la prépondérance n'a pas que des racines économiques) et, en matière de libéralisme, peuvent se permettre de prêcher une bonne parole qu'ils ne pratiquent pas toujours (cf. le « *Buy American Act* » qui impose au gouvernement fédéral et à certains programmes fédéraux de n'acheter que des biens produits sur le territoire américain).

Donc, au niveau européen, l'enjeu pour les classes dominantes est bien de casser le « *modèle social* », de flexibiliser les différents marchés et de baisser le coût du travail. Ce qui ne veut pas dire que ce serait la seule politique possible ; c'est la politique la plus adéquate pour le capital européen face à la mondialisation et elle s'applique sans générer, à ce jour, de tensions sociales ingérables. Face à un mouvement ouvrier qui mettrait en péril sa domination, le capital pourrait être amené à d'autres choix où le libéralisme serait partiellement mis en veilleuse au profit de modes de fonctionnement politiques et économiques dont le contenu, pas forcément progressiste, serait

fonction des rapports de forces. Revenons à la France. Dans l'Union européenne telle qu'elle est, les capitalistes français sont bel et bien « coincés » face à une Allemagne qui, avec les réformes Hartz du début des années 2000, a matraqué coût du travail et protection sociale. C'est ce qui explique le consensus de la pensée économique dominante autour du « *vallisme* ». En même temps, le capitalisme français, est « coincé » par une histoire, un héritage, qui ne sont pas sans conséquences : un appareil industriel globalement plus faible, un type et une gamme de production peu opérants sur le marché mondial, le poids de certains intérêts familiaux, un lien spécifique à l'Etat, etc. Tout cela perdure dans les modes de fonctionnement actuels.

La montée des dividendes, la stagnation de la recherche-développement, les problèmes de compétitivité hors prix, etc., existent bel et bien. Les faire figurer dans le tableau ne signifie pas que les capitalistes pourraient collectivement faire « autrement ». Il faut « *faire l'analyse concrète d'une situation concrète* » : on ne peut comprendre une formation économique-sociale réelle seulement à travers le livre I du Capital. Le point essentiel est cependant que, dans le contexte de l'Union européenne, avec les caractéristiques de l'appareil économique qu'il a construit, et avec son insertion internationale, le capitalisme français n'a aujourd'hui comme perspective que de faire payer par les salariés et, globalement, les couches populaires, son maintien dans le peloton. □

Désindustrialisation et financiarisation : éléments sur l'évolution des structures de

La France est parmi les grands pays de l'Union européenne celui où l'industrie a le plus reculé. C'est un indice essentiel de l'affaiblissement du capitalisme français au regard de ses voisins et concurrents.¹

Le programme du gouvernement de Manuel Valls sous la houlette de François Hollande est clair : mettre tous les moyens pour tenter de rétablir la position économique de la France, au profit du patronat (au moins 30 milliards de baisse de cotisations sociales et d'impôts, mise en place de diverses facilités de crédit) et aux frais des travailleurs (baisse des dépenses publiques de 50 milliards et hausse de la TVA).

Cette politique s'inscrit dans une continuité. C'est non seulement celle du gouvernement Ayrault qui a précédé mais, sur un plus long terme, la logique est la même que celle qui domine depuis le tournant vers la « rigueur » du gouvernement Mauroy lors du premier septennat de Mitterrand en 1983, après la brève parenthèse où la gauche au pouvoir prétendait « changer la vie ».

Pour ce qui est de Valls lui-même, sa détermination et la dureté des mesures mises en avant renvoient à la force de la pression d'un patronat soucieux de tirer son épingle du jeu dans

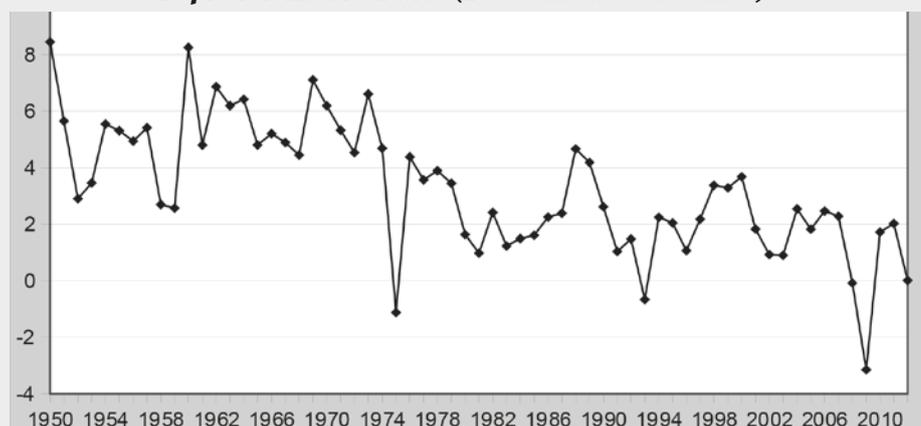
le cadre d'une concurrence intercapitaliste durcie par la crise.

UNE CROISSANCE TRÈS FAIBLE DANS LES ANNÉES RÉCENTES

Le PIB (produit intérieur brut) mesure l'accroissement annuel de la production nette de biens et services (ou, dans le langage des comptables nationaux, la somme des valeurs ajoutées). Il ne s'agit pas ici d'entrer dans un débat sur les limites du PIB : il est bien évident qu'à une augmentation du PIB ne correspond pas forcément une augmentation du bien-être.

Le graphique de l'évolution du PIB permet de distinguer trois périodes depuis la fin de la guerre : 5 % de croissance en moyenne jusqu'en 1973 (« les Trente glorieuses »), puis seulement 2 % jusqu'en 2007, pour finir à 0 % en 2012. La rupture est particulièrement brutale entre les périodes, avec les crises de 1975 et 2008-2009, pendant lesquelles la croissance devient négative, ce qui ne s'était pas produit durant la période antérieure.

Le produit intérieur brut (Evolution en volume en %)



Lecture : en 2009, le PIB en volume de la France a reculé de 2,9 % par rapport au niveau atteint l'année précédente.

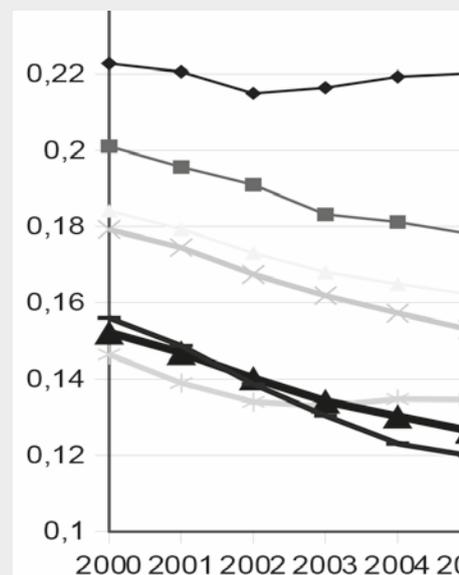
La répartition de la valeur ajoutée (VA) entre les cinq branches principales est aussi fortement modifiée : la part de l'agriculture est divisée par dix, et celle de l'industrie par deux (avec une dégradation plus rapide depuis les années 1990), alors que celle des services marchands augmente de plus de 50 %, et celle des services non marchands (les services publics d'éducation, de santé et d'action sociale, ainsi que l'administration générale civile et militaire) de plus de 80 %.

Part des grandes bran

Agriculture, sylviculture et pêche	
Industrie	
Construction	
Services principalement marchands	
Services principalement non marchands	

Cette baisse de la part de l'industrie est générale dans tous les pays dits développés, mais elle est particulièrement forte en France (- 4 % par an entre 2000 et 2011), notamment par rapport aux autres pays européens, comme on le voit sur le graphique suivant. Et aucune tendance à la stabilisation ne semble se dégager.

Part de l'indust



l'économie française

PAR JACQUES CHERBOURG ET HENRI WILNO

Le recul relatif de l'industrie française apparaît aussi sur le graphique suivant du solde du commerce extérieur (exportations moins importations) de produits industriels, où l'on voit bien la position remarquable de l'Allemagne par rapport aux autres pays européens, une partie importante des excédents allemands étant justement obtenus aux dépens des autres pays européens.

Si l'industrie ne résume pas toute la richesse d'une économie, elle joue néanmoins un rôle d'entraînement, par exemple en termes de recherche-développement. La baisse de la part de l'industrie est un indice des difficultés du capitalisme français et de l'évolution de son insertion internationale. Les causes du recul spécifique de l'industrie française sont diverses : spécialisation dans certaines branches plutôt que dans d'autres, niveau de gamme des produits fabriqués, choix de l'Etat et du patronat, etc. Mais il est à remarquer que ce recul plus fort qu'ailleurs dans l'Union européenne ne peut pas s'expliquer fondamentalement par la concurrence des pays à bas salaires (qui affecte l'Allemagne aussi bien que la France). Par ailleurs, il faut aussi noter que des décennies de libéralisation de l'économie et d'aides aux en-

treprises n'ont pas contrecarré cette régression.

LE PARTAGE SALAIRES / PROFITS ET LA FINANCIARISATION

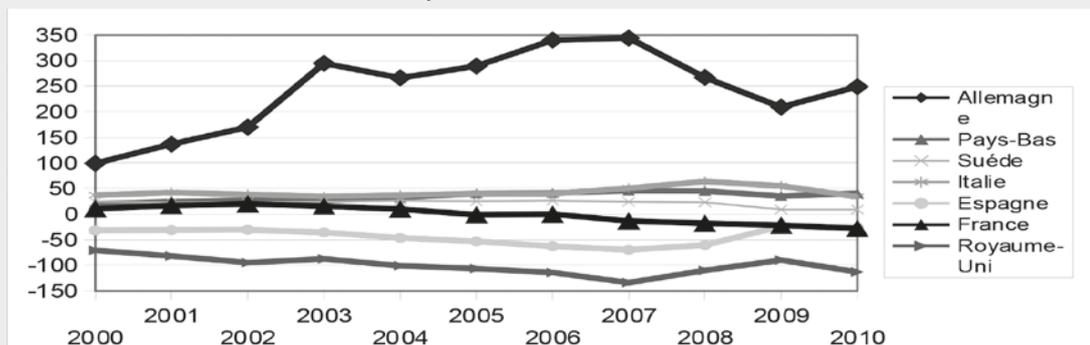
Durant cette période, la répartition de la valeur ajoutée entre salaires et profits s'est considérablement déformée en faveur des profits. A partir des chiffres fournis par la comptabilité nationale française, cette répartition ne peut être mesurée de façon pertinente que pour les sociétés non financières (SNF). En effet, les sociétés financières (banques et assurances) n'ont pas de ventes comme les SNF, et la comptabilité nationale mesure leur production, de façon conventionnelle, comme la différence entre les revenus financiers qu'elles reçoivent et ceux qu'elles versent, ce qui les rend difficilement comparables aux SNF.

Sur le graphique, on distingue 4 pé-

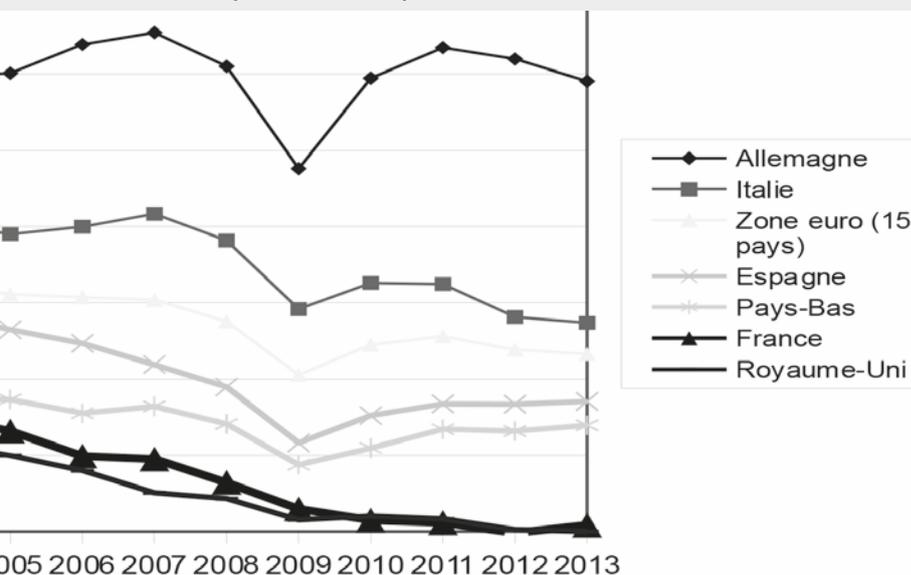
Partes dans le PIB (en %)

	1950	1970	2000	2005	2012
Industrie	18,6	7,9	2,5	2,0	2,0
Commerce	27,3	25,1	17,8	15,4	12,5
Services	5,0	8,1	5,0	5,6	6,3
Finances	36,7	44,4	53,8	55,5	56,6
Autres	12,4	14,6	20,9	21,5	22,6

Solde extérieur de produits industriels (en milliards d'euros)



Partes dans le PIB (comparaison européenne)



riodes :

- les « Trente Glorieuses », avec une part des salaires de 70 % ;
 - la crise de 1975 qui fait baisser la VA, mais sans baisse des salaires malgré les « plans Barre » sous Giscard ;
 - de 1983 à 1988, après le « tournant vers la rigueur » de 1983 sous le premier septennat de Mitterrand, une baisse historique de la part des salaires,
 - puis une stabilisation, avec une petite remontée récente due là aussi à la faiblesse de la valeur ajoutée.
- Du point de vue du partage de la valeur ajoutée, 1983 marque donc une rupture majeure.



Part de la rémunération des salariés en % de la valeur ajoutée des sociétés non financières



Si l'on regarde maintenant la part des profits, elle présente évidemment des mouvements inverses de ceux de la part salariale : la part des profits augmente fortement dans les années 1980. Mais cela ne se traduit pas du tout dans l'investissement des entreprises : leur part dans la valeur ajoutée décroît lentement sur toute la période, sans la reprise que l'on aurait pu attendre en raison de la hausse des profits.

En fait, ce sont les placements financiers des sociétés non financières (SNF) (achat d'actions, de produits dérivés) qui s'envolent. En conséquence, les revenus financiers reçus par elles passent de 1 % de leur VA dans les années 1950, à 27 % en 2007. En particulier, les dividendes reçus (au titre du fait qu'elles possèdent des actions dans d'autres sociétés) stagnent autour de 1 % jusqu'en 1975, avant d'exploser jusqu'à 18 % en 2007. Cela entraîne que leurs activités financières représentent plus du quart de leur activité propre – « productive » – de sociétés non financières.

Les SNF peuvent ainsi verser des dividendes en forte croissance. Au total, les revenus financiers nets (versés moins reçus) restent stables autour de 9 % de la VA. L'implication des sociétés classées comme non financières dans la finance montre que l'on ne peut séparer, dans le capitalisme actuel, du moins au niveau des grandes entreprises, activités productives et finance.

Cette financiarisation de l'économie ne peut qu'alimenter des bulles spéculatives périodiques qui finissent toujours par éclater, comme on l'a vu en 2008. Par ailleurs, malgré les discours tonitruants (Sarkozy annonçant qu'il n'y a plus de paradis fiscaux !), l'évasion en direction des paradis fiscaux n'a pas diminué d'un centime et une étude récente de l'ONG CCFD-Terre solidaire a repéré au moins 4 858 filiales étrangères des seuls groupes du CAC40.

Il y a là une évolution structurelle des entreprises mais qui n'est pas pour l'essentiel

spécifique à la France. Certains économistes parlent de l'instauration d'un « capitalisme actionnarial ». Il ne faut pas se leurrer : les propriétaires de l'entreprise ont toujours eu en dernier ressort

le pouvoir de décision dans les entreprises. Cependant, ce pouvoir s'exerce aujourd'hui de manière plus ouverte et plus directe. La croissance de l'entreprise et de l'emploi n'est plus qu'un objectif secondaire : il s'agit de faire croître la « valeur actionnariale », c'est-à-dire le cours boursier de l'entreprise. Les actionnaires ont désormais quasiment un « revenu garanti », quelle que soit la situation de l'entreprise : c'est immédiatement sur les salariés que s'exerce l'impact des fluctuations de l'activité.

Par ailleurs, la mondialisation a déplacé les centres d'activité des grands groupes qui, même s'ils sont d'origine française, regardent désormais avant tout vers le reste du monde. En dehors d'EDF, Bouygues et Vivendi, la part de la France est désormais minoritaire dans le chiffre d'affaires des plus grands groupes français. Hors banques et assurances, 38 % du chiffre d'affaires des groupes du CAC 40 est réalisé hors d'Europe. Cela explique le soutien des grands groupes à la politique d'austérité perpétuelle, même si celle-ci déprime leurs débouchés en Europe.

L'ÉVOLUTION DU TAUX DE PROFIT

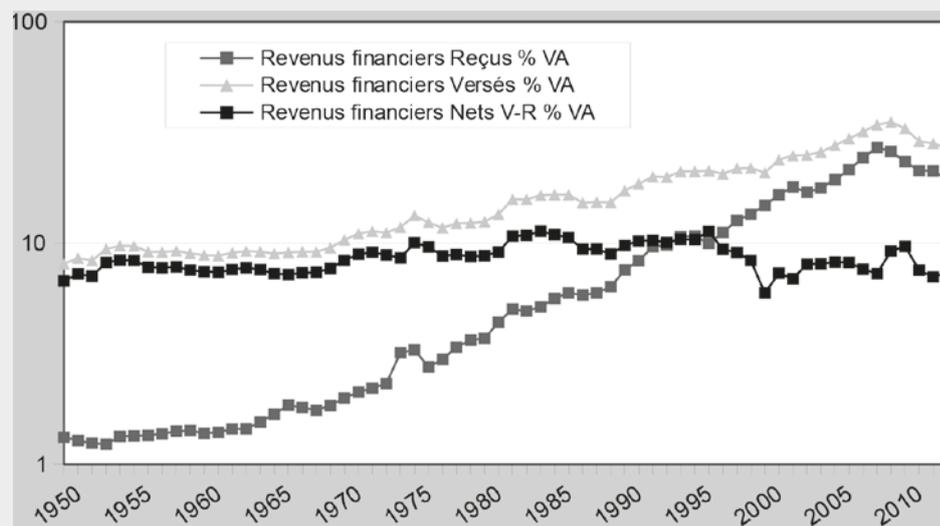
Le partage entre salaires et profits donne une approximation du taux d'exploitation (pl/v en termes marxistes). Le taux de profit ($pl/[c+v]$) ne dépend pas seulement du taux d'exploitation.

A partir des données de la comptabilité nationale, on calcule une approximation de ce taux de profit. Celui-ci est influencé par le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits, mais joue aussi « l'efficacité du capital » (K) mis en œuvre dans les entreprises (VA/K). Les trois courbes du graphique suivant représentent ainsi l'évolution du taux de profit (TPROF), la part des profits dans la valeur ajoutée EBE/VA, et le ratio de la valeur ajoutée rapporté au capital VA/K , que l'on peut donc appeler « efficacité du capital ».

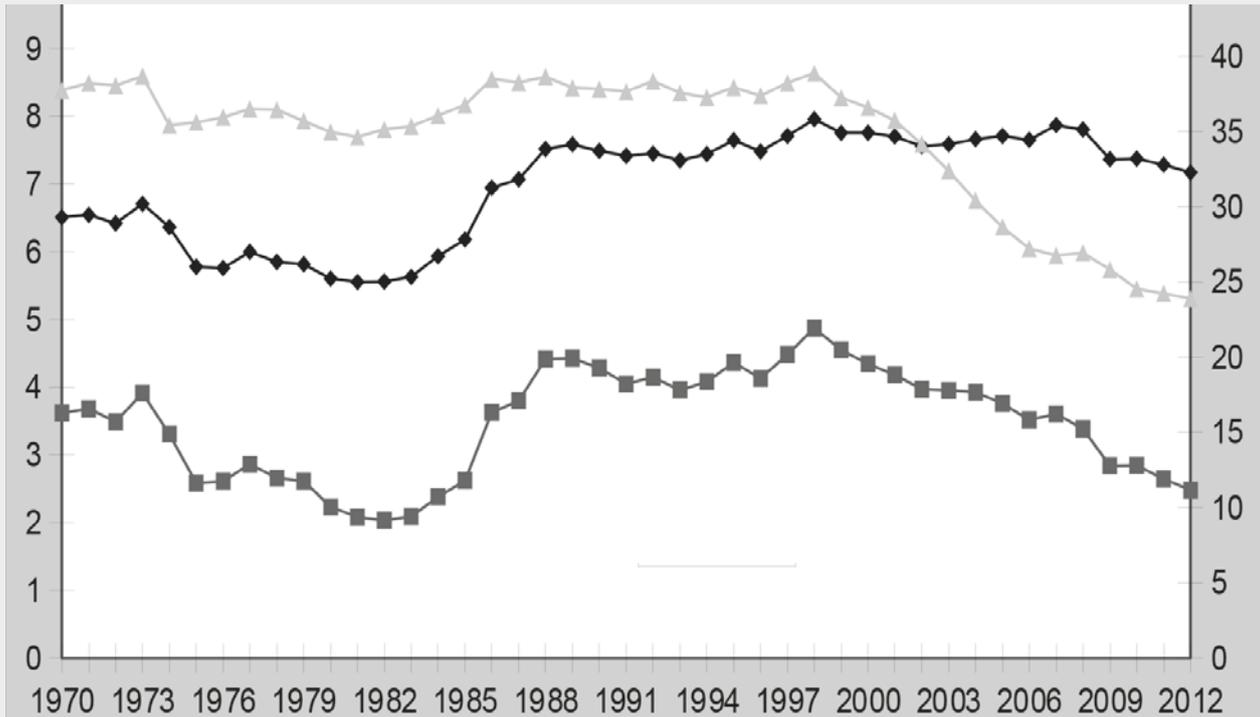
Le taux de profit augmente fortement dans les années 1980, puis plafonne et diminue rapidement à partir de la fin des années 1990. C'est une des raisons essentielles (voire même la raison fondamentale) de la crise actuelle (nous n'entrerons pas ici dans le débat entre économistes marxistes sur les causes de cette crise), même si, comme la plupart des crises antérieures, elle s'est d'abord manifestée comme une crise financière.

De même le ratio VA/K , longtemps stable autour de 40 %, se dégrade très rapidement depuis 2000. Il semble qu'il en soit de même dans plusieurs grands pays développés et cela pose question sur « l'efficacité » de l'« économie numérique » et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), dont on parle beaucoup mais que l'on ne voit pas dans l'évolution de la productivité, ni dans la croissance. C'est une des questions les plus importantes pour comprendre la trajectoire actuelle du capitalisme.

Revenus financiers des SNF



Trois courbes : taux de profit, taux d'exploitation, « efficacité du capital »



des entreprises de taille moyenne, alors que les petites entreprises concentrent toujours autant de salariés. Paradoxalement, cet accroissement de la concentration de l'emploi s'est accompagné d'une diminution moyenne de la taille des lieux de travail (établissements).

Sur le graphique ci-dessus, le taux de profit se lit sur l'échelle de gauche (en %), les deux autres variables sur l'échelle de droite.

EMPLOIS PRÉCAIRES, CHÔMAGE ET INÉGALITÉS S'ENVOIENT

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'évolution de l'emploi et du chômage. Contrairement à la plupart des pays européens, la population de la France continue de croître, et la population active (total des travailleurs en emploi ou au chômage) croît même un peu plus rapidement grâce à l'augmentation du taux d'activité des femmes, qui est passé de 60 à 85 % de 1975 à 2012, celui des hommes restant au-dessus de 95 %. Mais l'emploi à temps plein stagne, alors que l'emploi à temps partiel s'envole (notamment pour les femmes dont 30 % sont à temps partiel, contre seulement 6 % des hommes) et que ce qu'on appelle pudiquement « les formes particulières d'emploi » se développent, surtout pour les jeunes de 15 à 24 ans dont plus de 30 % ont des emplois précaires, en CDD, en intérim ou en contrats saisonniers privés ou publics.

La précarisation progresse : en 2013, plus de 82 % des embauches se font en CDD, contre « seulement » 67 % en 2000. À la fin du 4^{ème} trimestre 2013, 545 100 salariés sont intérimaires, et les effectifs intérimaires augmentent

dans tous les secteurs : dans la construction, dans l'industrie et surtout dans le tertiaire. Cette montée de la précarisation de l'emploi a été encouragée par les pouvoirs publics, cédant aux instances du patronat. La montée du chômage, notamment celui des jeunes, est une des caractéristiques majeures de la situation et pèse sur les rapports de forces en faveur du patronat.

La répartition sectorielle de l'emploi a suivi celle de la valeur ajoutée : croissance du tertiaire et baisse des autres secteurs (il faut rappeler que dans les statistiques officielles, les intérimaires sont comptés dans les services alors qu'ils travaillent souvent dans l'industrie ou la construction)

Répartition de l'emploi (en %)

	Femmes		Hommes	
	1970	2011	1970	2011
Industrie	20	8	30	19
Tertiaire	65	90	45	75

Depuis trente ans, les grandes entreprises concentrent de plus en plus d'emplois. Les salariés du secteur privé travaillent aujourd'hui dans des entreprises plus grandes qu'il y a trente ans, quel que soit le secteur d'activité. Cette évolution s'est faite au détriment

Cette situation résulte de deux mouvements opposés : baisse de l'emploi dans les grands sites industriels, forte progression de l'emploi dans le secteur des services au sein de petits ou moyens établissements. Dans le commerce de détail, les points de vente prennent de plus en plus d'ampleur avec le développement des grandes surfaces.

Enfin, comme dans les autres pays capitalistes, les inégalités ont fortement progressé, tant dans la répartition du capital que des revenus. Les rémunérations des cadres dirigeants des grandes entreprises et celles des financiers ont explosé. Les réformes fiscales inégalitaires (notamment en matière d'impôt sur le revenu) ont contribué à ce niveau croissant d'injustice sociale. Et par ailleurs, les possibilités d'échapper légalement à l'impôt ou de le frauder sont considérables pour les revenus du capital (l'affaire Cahuzac a permis à sa façon l'émergence d'une petite partie d'un iceberg). □

¹ Bon nombre de données chiffrées de cet article sont issues d'une récente publication de l'Insee, « Trente ans de vie économique et sociale », disponible sur son site, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/Histo14.pdf

L'enracinement financier des

Le capitalisme français a toujours eu de fortes caractéristiques et spécificités rentières, que les processus liés à la mondialisation et financiarisation du capital n'ont fait qu'accentuer...

La France n'a jamais brillé par la vigueur de son industrie (dans le sens de production de biens manufacturés). A la fin du 19^{ème} siècle, alors qu'elle étendait son emprise à l'échelle mondiale, contrôlant environ 20 % des exportations mondiales de capitaux, la classe dominante donnait la priorité aux prêts aux gouvernements – ceux destinés à l'empire russe étaient de loin les plus importants –, les préférant aux investissements industriels (investissements directs à l'étranger, ou IDE). La caractérisation de « capitalisme rentier »

formulée par Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, était alors utilisée par nombre d'analystes français.

Un des objectifs du général de Gaulle, lorsqu'il créa la V^o République en 1958, fut de donner aux grandes entreprises françaises les moyens de faire face à la concurrence internationale. On peut considérer, avec le recul, que le gouvernement de Pierre Mauroy, nommé en 1981 par Mitterrand, a agi dans la continuité. D'immenses ressources financières publiques furent accordées aux groupes industriels à la suite de la restructuration du capital bancaire, et le « meccano industriel » qui accompagna les nationalisations rappela celui du gaullisme pompidolien¹. Il eut pour objectif la redéfinition des frontières d'activité des grands groupes industriels afin de limiter une véritable concurrence entre eux et de faciliter leur insertion dans la mondialisation du capital. Un autre trait caractéristique du capitalisme français est la forte proximité entre les élites qui dirigent l'appareil d'Etat et les grands groupes. Ce n'est

certes pas une exclusivité de la France. Cependant, on vérifie tous les jours les conséquences politiques désastreuses (conflits d'intérêts, corruption, etc.) produites par cette collusion des élites économiques et politiques dans le cadre du pouvoir ultra-centralisé de la V^o République, qualifiée par Mitterrand de « coup d'Etat permanent ». Sur le plan économique, une des conséquences de cette consanguinité Etat-grandes entreprises est la présence très insuffisante de petites et moyennes entreprises (PME).

Ce rappel est utile pour comprendre la situation actuelle qui résulte en partie de ce passé récent. Les grands groupes français se trouvent à la pointe d'une pyramide industrielle dont la base n'a cessé de s'éroder depuis les années 1990. Ceci n'est pas qu'une image. La part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut² du pays est passée de 15 % en 2000 à 10 % en 2012. La France est désormais l'un des pays dont la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est la plus faible dans l'Union européenne, devant seulement la Grèce, le Luxembourg et Chypre.

DISLOCATION DU SYSTÈME INDUSTRIEL, RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT ET DIVIDENDES

Le fossé qui sépare les grands groupes des autres entreprises industrielles a encore augmenté au cours des dernières années. Dans l'industrie, les groupes multinationaux sous contrôle français et ceux sous contrôle étranger emploient respectivement 43 % et 21 % des salariés, soit au total près de deux tiers des salariés de l'industrie. La concentration de l'industrie et du capital est plus forte encore lorsqu'on observe l'activité internationale. Les groupes du CAC 40 représentent 75 % du total des investissements directs à l'étranger et 82 % des profits tirés de ces investissements.³ Les 135 grands groupes industriels français emploient au total 53 % de leurs effectifs à l'étranger, contre 1,7 million de salariés employés en France par les filiales de groupes étrangers⁴. Les grands groupes français participent en effet pleinement à la mondialisation du capital. La France occupe d'ailleurs



Manifestation des salariées de Sanofi en grève pour la défense de l'emploi, le 29 janvier 2013 à Paris. Photothèque rouge/Milo.

groupes industriels

PAR CLAUDE SERFATI

une place honorable dans le classement des principales sociétés transnationales industrielles (STN), puisque 15 STN françaises sont présentes dans le classement des 100 principales STN, contre 22 pour les Etats-Unis, 15 pour le Royaume-Uni, 12 pour l'Allemagne et 6 pour le Japon⁵.

Les grands groupes français adoptent les mêmes attitudes que leurs concurrents étrangers. Ils délocalisent massivement leurs activités et ferment des sites de production sur le territoire national. Ce ne sont plus seulement les activités de production à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée qui sont désormais concernées par les suppressions d'emplois. Les grands groupes ferment des laboratoires de recherche et développement (R&D) en France, parfois pour en ouvrir dans d'autres pays, parfois pour externaliser une partie de ces activités auprès de PME, voire de laboratoires publics. Le groupe Sanofi, qui contrôle 30 % des effectifs de recherche de l'ensemble de l'industrie pharmaceutique en France, a décidé de fermer des centres de recherche à Montpellier et Toulouse, parce qu'il juge « insuffisant » le tissu scientifique environnant.

Les grands groupes sont également à l'affût sur le territoire français : plusieurs études indiquent qu'ils rachètent plus spécifiquement les PME innovatrices, parfois uniquement pour être maîtres de technologies qui risqueraient de les concurrencer. Globalement, l'industrie française continue de retarder considérablement en matière de dépenses de R&D. Celles des entreprises françaises, rapportées au PIB, ne sont que de 1,42 %, contre 3,09 % pour la Corée du sud, 2,66 % pour la Finlande et 1,94 % pour l'Allemagne. Ce n'est pourtant pas faute de soutien public massif. En 2014, le Crédit d'impôt-recherche (CIR, qui constitue une exonération d'impôts pour les entreprises) coûtera 6 milliards d'euros aux contribuables, soit une augmentation de 1,75 milliard par rapport à 2013, alors que cette même année les crédits accordés à la recherche publique vont stagner. Les 22 groupes industriels du CAC 40 qui dépensent le plus en R&D, et sont donc à ce titre les grands bénéficiaires du

CIR, ont versé en 2013 1,5 fois plus de dividendes à leurs actionnaires qu'ils n'ont dépensé en R&D.

DES GROUPES FINANCIERS AVEC DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

Le contrôle pris par la finance dans l'activité des grands groupes est connu. Il s'exprime sous de multiples formes, en particulier l'augmentation considérable de la part des dividendes et autres revenus financiers distribués, une stratégie orientée vers la recherche de rentes de monopoles au détriment d'investissements industriels et en R&D, etc.

On oublie trop souvent que la forme d'organisation des groupes industriels est la condition permissive de la domination de la finance. Les grandes sociétés transnationales sont en réalité des groupes financiers avec des activités industrielles⁶. En effet, la propriété du capital (les actions) est logée dans la holding, elle est séparée des activités productives qui sont conduites dans des filiales, ou plutôt dans une partie seulement d'entre elles car de nombreuses filiales ont désormais pour mission la valorisation financière du capital. Le grand groupe internationalisé pousse donc au plus haut point la dualité du capital-propriété et du capital-fonction (capital productif). Il représente la forme la plus développée de la société par actions dont Marx montrait qu'elle était une machine à fabriquer du capital fictif.

Sous ce terme, il soulignait que, grâce à la puissance sociale que lui confère la propriété privée des moyens de production, le capitalisme « dote l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital »⁷. Les actions qui constituent le capital des grands groupes – ainsi que les autres formes d'actifs financiers – n'ont en effet par elles-mêmes aucune valeur (d'où le terme de fictif), mais elles fournissent à leurs détenteurs un droit de tirage sur la valeur créée par les salariés ou sur le patrimoine commun de l'humanité, comme c'est le cas avec la privatisation de la nature et des processus du vivant au profit des grands groupes.

Ce droit de tirage auquel la propriété du capital donne droit a pris une ampleur

considérable depuis une trentaine d'années. La liberté de circulation laissée au capital par les politiques « néolibérales », les progrès des technologies de l'information et l'émergence de bases industrielles dans les pays émergents ont donné naissance à une nouvelle division internationale du travail. Les grands groupes industriels (STN, également appelées firmes multinationales) organisent désormais la production de marchandises dans le cadre de « chaînes de valeur mondiale » (CVM), ce qui leur permet de contrôler plus de 80 % du commerce mondial⁸.

Cette nouvelle division internationale du travail génère une immense circulation de biens mais également de services au sein même des grands groupes, entre filiales et maison-mères et entre les filiales elles-mêmes. Selon la CNUCED, le commerce intra-STN compterait aujourd'hui pour plus de 30 % du commerce mondial. A titre d'exemple, selon nos calculs, en 2010, les exportations des grands groupes français vers leurs filiales américaines ont représenté près de 35 % de l'ensemble des exportations de la France vers les Etats-Unis et les importations des groupes français en provenance de leurs filiales américaines ont représenté près de 27 % de l'ensemble des importations françaises. Tout ceci révèle la mystification des discours sur le « libre-échange ».

L'emprise de la finance sur les groupes industriels a été accélérée par leur internationalisation. Les grands groupes industriels demeurent spécialisés dans la production et la distribution et, à ce titre, ils jouent un rôle central au sein du capitalisme contemporain dans la production et la circulation internationale de la valeur créée. Dans le même temps, l'espace mondial qu'ils ont constitué est la base d'une immense accumulation financière, ce que la littérature appelle la financiarisation des entreprises. Les investissements directs à l'étranger (IDE) et les échanges de biens et services intra-groupes mentionnés plus haut servent de support à d'innombrables opérations financières dont les objectifs sont l'« optimisation/évasion





» fiscale, la création de filiales bancaires dans les paradis fiscaux, la recherche de rentes, etc.

Du reste, l'examen des flux d'IDE et des échanges de biens et services intra-groupes confirme qu'il n'y a pas lieu d'opposer les (« bonnes ») activités de production internationale et les (« mauvaises ») opérations financières des grands groupes mais au contraire d'analyser leur interaction. Les groupes industriels français prennent leur part dans la consolidation du capital financier. Ainsi, les échanges intra-firmes et les IDE sont un vecteur très efficace pour la création de filiales dans les paradis fiscaux.

Gilles Carrez, rapporteur général du budget (UMP), confirmant les rapports de la Cour des comptes, avait noté dans son rapport (2011) que sur les années 2007-2009, les groupes du CAC 40

avaient payé en moyenne annuelle 3,5 milliards d'euros, soit 0,4 % de leur chiffre d'affaires réalisé en France et, au cours de la même période, versé en moyenne annuelle 37,5 milliards de dividendes. Depuis, plusieurs rapports parlementaires ont été publiés sur ce thème⁹. Résultat : le nombre de filiales implantées par les groupes français dans les centres extraterritoriaux (paradis fiscaux) a continué d'augmenter (de plus de 71 % entre 2009 et 2012), et les filiales de groupes industriels comptaient en 2012 pour 61 % du total des filiales françaises qui y sont enregistrées.

DES RAPPORTS SOCIAUX DÉFINIS SUR DES TERRITOIRES ET QUI SONT POLITIQUEMENT CONSTRUITS

L'internationalisation croissante de l'activité des groupes français ne signifie pas la fin de leur enracinement sur le territoire national. Les sociétés transnationales (ou entreprises multinatio-

nales), ainsi qu'elles sont généralement appelées, ne sont certes pas devenues « apatrides ». En 2013, une part importante du chiffre d'affaires (30 %) et des effectifs (31 %) des sociétés du CAC 40 demeurent localisées en France. La composition des conseils d'administration des sociétés du CAC 40 demeure à près de 80 % française, même si le nombre d'étrangers s'est accru au cours des ans. En fait, le capital représente un ensemble de rapports sociaux qui sont définis sur des territoires et qui sont politiquement construits autour des États. La propriété du capital s'incarne dans des individus et une classe sociale qui tirent avantage de la mondialisation du capital, mais qui ont besoin de l'implication de leur gouvernement pour conduire une politique qui reflète les intérêts généraux du capitalisme tels qu'ils se reflètent dans les formes nationales particulières¹⁰.

En d'autres termes, unis face aux salariés, les capitalistes se retrouvent dans



Le 21 janvier 2013, c'était les salariés de La Redoute qui défilent à Paris, vers le siège du groupe Pinault. Photothèque rouge/JMB.

une situation de concurrence exacerbée par la crise de suraccumulation qui se manifeste à l'échelle mondiale. Le soutien de l'Etat emprunte de nombreux canaux : marchés publics, subventions et exonérations fiscales, ou encore réglementations favorables aux groupes nationaux dans les industries de réseaux telles que les transports ferroviaires, la téléphonie, etc. C'est évident pour les groupes du BTP (chiffre d'affaires France : Bouygues, 66 %, Vinci 62 %, Veolia, 50,7 %), pour EDF (chiffre d'affaires : France 53 %), Orange (chiffre d'affaires France 50 %), et quelques autres.

Cependant, l'interaction avec les institutions étatiques n'est pas seulement une affaire de soutien économique, le traitement de la « question sociale » compte au moins autant. Les relations durables tissées entre les dirigeants des grands groupes – même quand ils ne sont pas sortis des grandes écoles telles que l'ENA et Polytechniques – et les dirigeants politiques – deviennent alors essentielles pour pouvoir massivement licencier (voir encadré).

Cette solidité des liens entre les grands groupes et les institutions étatiques a également été vérifiée dans le secteur bancaire européen, dont on ne cesse de

nous expliquer qu'il est devenu « global ». Après 2008, le sauvetage des banques engagées dans l'aventurisme financier a été organisé par chacun des gouvernements des Etats membres, qui se sont empressés de renflouer « leurs » banques. Et cela, au nom du « trop gros pour faire faillite » – autrement dit « pile je gagne » (les actionnaires des banques) et « face tu perds » (les contribuables, très majoritairement salariés). Mondialisation du capital et soutien résolu des Etats des pays développés vont décidément de pair. □

Ancrage territorial, emplois et « optimisation fiscale »

PAR CLAUDE SERFATI



L'activité du groupe Kering (ex-PPR), spécialisé dans les produits de luxe, est largement tournée vers l'international (moins de 10 % de son chiffre d'affaires est réalisé en France). Il possède un cinquième de ses 500 filiales disséminées dans les paradis fiscaux, dont 19 en Suisse et 16 à Hong-Kong¹, qui permettent à Artémis, le fonds d'investissement détenu par la famille Pinault et qui est majoritaire dans Kering, de pratiquer ce qui est appelé par euphémisme « l'optimisation fiscale », c'est-à-dire échapper aux impôts.

Son activité est principalement centrée sur la captation de rentes grâce à son portefeuille de marques, sa réputation auprès des clients, etc., regroupés par les analystes sous le terme d'actifs immatériels. Leur valeur, fixée par les marchés financiers, constitue une part très importante du capital-actions (ou capital fictif dans le sens de Marx) des grands groupes mondiaux, éloignant un peu plus la valeur boursière de la réalité des actifs productifs des entreprises. En 2012, ces « actifs immatériels », aux contours très flous et à la substance incertaine, ont représenté 70 % de la valorisation boursière des sociétés du CAC 40.

Les liens ont toujours été denses entre les gouvernements de gauche ou de droite et François Pinault, le fondateur du groupe, qui doit sa fortune à la reprise d'entreprises en difficulté au cours des années

1980. Ces liens lui ont servi lorsqu'il lui a fallu mettre en œuvre en France les milliers de suppressions d'emplois et les cessations de plusieurs enseignes, et tout récemment la vente de la FNAC et de La Redoute. Dans ce dernier cas, nul doute qu'il a dû trembler devant la forte parole de Martine Aubry qui lui a demandé de « prendre sa responsabilité » dans la vente de sa filiale, à l'issue d'un entretien avec son patron François-Henri Pinault à Paris. Elle a finalement ajouté : « Le président Pinault nous a clairement dit que La Redoute a un savoir-faire qui permet sa pérennité et son avenir industriel (...) et qu'il choisirait le repreneur en fonction de cette pérennité et de son impact sur l'emploi »².

Afin d'équilibrer le « dialogue social » à la suite du ton sévère qu'elle avait adopté envers le milliardaire, la maire de Lille a récupéré les trente places pour le match Lille-Rennes qu'elle avait promises aux salariés de La Redoute afin qu'ils puissent y déployer une banderole. Motif : « Nous ne souhaitons pas que cela dégénère et nous n'avons pas eu les garanties suffisantes »³. Début janvier 2014, les repreneurs de La Redoute annonçaient lors d'une réunion du comité d'entreprise la suppression de 1 178 des 3 437 postes sur quatre ans. C'était quelques mois avant les municipales. □

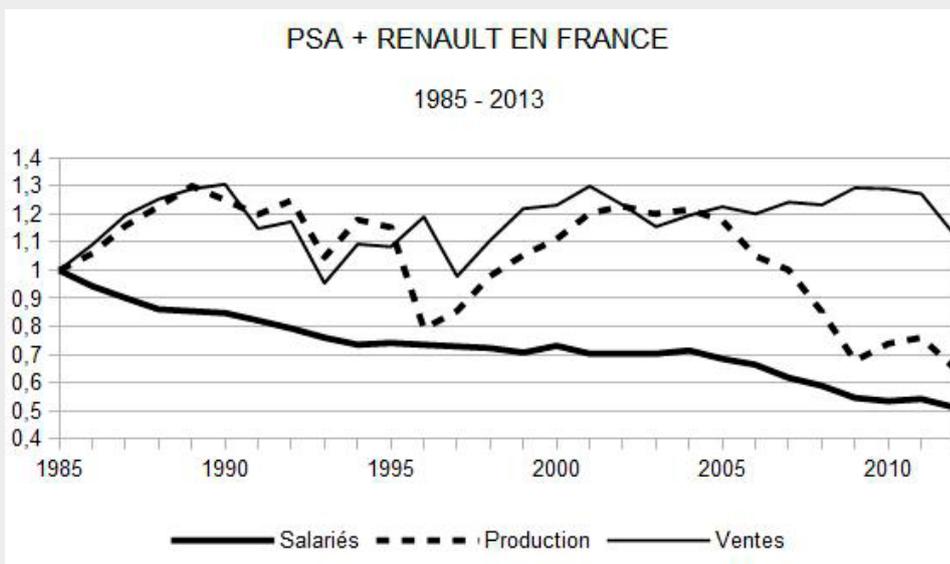
¹ Selon l'étude détaillée publiée par la revue *Projet* sous la direction de Jean Merckaert, « Qu'emporte le CAC 40 au paradis? », 12 février 2014.

² *Le Monde*, 12/11/2013.

³ *La Voix du Nord*, 21/01/2014.

La recomposition de l'industrie automobile

L'industrie automobile connaît en France, depuis l'irruption de la crise de 2008, une recomposition qui se traduit par des changements importants dans le capital du secteur, l'internationalisation des deux constructeurs historiques français PSA et Renault, le rôle et le poids croissant des équipementiers et sous-traitants, l'organisation et la productivité du travail.



Les causes de la chute du volume de production et du nombre des salariés relèvent principalement de la stratégie des firmes automobiles mondialisées, dont PSA et Renault sont partie prenante. Pour elles, de nouveaux potentiels de développement et de profit existent ailleurs qu'en Europe. Au plan mondial, la production de voitures a atteint un niveau record en 2013, alors que les niveaux de production et de vente en Europe n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise de 2008. Avec une baisse de la production depuis 2008 de 35 %, la France se retrouve pour l'automobile maillon faible de ce maillon faible.

LA MONDIALISATION DE RENAULT ET PSA

L'industrie automobile mondialisée continue d'être dominée et dirigée par quelques firmes multinationales, les mêmes depuis des années. Cette concentration du capital s'accompagne d'une nouvelle répartition géographique des ventes et des zones de production. En Chine, Russie, Brésil et Amérique latine, la production d'automobiles est d'abord destinée à être vendue dans ces pays continents. Participant de ce mouvement, PSA et Renault se sont fixés comme objectifs de réaliser la moitié de leurs activités hors d'Europe, tant pour la production que pour les ventes. Ce ratio est déjà atteint pour leur principal concurrent européen, Volkswagen. PSA accuse du retard sur Renault en la matière.

Mais les productions proches de ces nouveaux lieux de ventes, l'impact de ces nouveaux débouchés ne sont pas l'expli-

cation principale de la chute de la production automobile en France de Renault et PSA. Tant pis pour les fantasmes chauvins craignant encore le péril jaune ! La réalité est que les firmes capitalistes les plus rentables accumulent leurs profits au plan mondial et se rattrapent des difficultés en Europe par des gains ailleurs. La crise, tant qu'elle se poursuit en Europe, a des conséquences désastreuses pour les salariés et la population, mais pas pour les firmes capitalistes qui consolident leurs profits au plan mondial. PSA, qui a affiché en 2013 une perte de 2,3 milliards d'euros, peut prétendre être le constructeur européens le plus rentable, car les profits gagnés cette même année par Renault ou Volkswagen ne l'ont pas été en Europe mais ailleurs dans le monde.

L'une des soi-disant recettes du patron américain de l'automobile, Henry Ford, payer cher les ouvriers pour qu'ils aient les moyens d'acheter des automobiles et fassent tourner les usines générant du profit, devient inopérante. C'est l'un des traits de la recomposition mondialisée à l'œuvre dans l'automobile.

Les deux constructeurs français ont élargi leur base de production. Leur internationalisation ne se réduit pas à cette répartition où l'on produirait près des lieux où l'on vend : la production de Renault et de PSA pour l'Europe s'effectue désormais à partir d'une Europe élargie, incluant les nouveaux pays de l'Europe centrale et orientale, la Turquie et le Maghreb. PSA et Renault ont chacun leurs bases privilégiées.

Restructurations et fermetures d'usines jalonnent l'histoire d'un secteur marqué par une concurrence internationalisée depuis un siècle et mondialisée depuis les années 1990. Le nouveau est une recomposition qui casse l'emploi et bouscule les hiérarchies capitalistes entre pays, groupes et activités avec des implications particulièrement intenses en France.

La production d'automobiles a connu son apogée en France il y a plus de dix ans. Les effectifs salariés des deux firmes automobiles PSA et Renault décroissent presque continûment depuis 30 ans, après un maximum atteint en 1985 de 286 000 salariés. En 2013, ils se trouvent réduits de plus de la moitié avec un effectif total de 140 000 salariés.

Au contraire, en tendance, les ventes de voitures se stabilisent en France avec des amplitudes variant surtout en fonction de l'évolution des salaires et des revenus de ceux en situation de pouvoir acheter des véhicules neufs, dont le prix moyen a atteint 22 500 euros en 2013. Et dans le même temps, le nombre de voitures en circulation ne cesse d'augmenter avec ses conséquences en terme de gaspillage d'énergie fossile, d'émission de gaz à effet de serre et de pollution de l'air.

française

PAR JEAN-CLAUDE VESSILIER

Pour Renault, décidément précurseur, il s'agit de la Turquie, de la Slovénie et du Maroc. Les capacités de production installées dans ces pays dépassent celles de la France. La seule usine Renault-Nissan de Tanger a une capacité prévue de 400 000 voitures par an, les deux tiers de celle aujourd'hui présente en France. Pour PSA, c'est aujourd'hui principalement la Slovaquie. L'usine PSA de Trnava près de Bratislava a une capacité de 300 000 voitures par an, et les plans de la nouvelle direction de PSA prévoient l'installation d'une autre usine dans cette périphérie européenne.

Alors qu'ils justifient les fermetures d'usine et les suppressions de chaînes de production par la surproduction de voitures en Europe, ils en rajoutent avec ces nouvelles usines. Au lieu de répartir le travail disponible entre tous les sites, ils attisent le feu de la concurrence entre usines. PSA est champion de cette pratique en opposant les sites de Sochaux, Mulhouse, Rennes ou Poissy, tous situés en France. Renault brandit les résultats de l'usine Nissan de Sunderland, dans le nord-est du Royaume-Uni, où 6000 salariés produisent 500 000 véhicules par an, l'équivalent de trois usines Renault en France.

Toutes les firmes automobiles diversifient leurs lieux de production dans les

différents pays européens et le territoire français ne fait pas exception. Les seules nouvelles usines automobiles créées en France ces dernières années ont été le fait de Toyota à Onnaing, dans le Nord, et de Mercedes-Smart à Hambach, en Lorraine. En 2013, plus de 10 % de la production d'automobiles en France est leur fait. Preuve de la diversité des critères d'implantation, le prochain modèle commun Renault/Mercedes sera construit en Slovénie par Renault sous l'appellation Twingo et en France par Mercedes sous l'appellation Smart. Face à cette recomposition-mécano entre firmes, la revendication est celle de la répartition du travail entre tous les sites et non la défense particulière ou chauvine d'un site contre un autre.

Les flux d'échange intra-européens d'automobiles ne sont pas déterminés par la seule question des salaires, quoiqu'en disent les prêcheurs d'austérité. Le déficit du commerce extérieur français pour les automobiles a été en 2013 de 8 milliards d'euros et plus de 80 % de ce déficit est imputable aux échanges avec la seule Allemagne. Ces mêmes résultats montrent en revanche la capacité des équipementiers automobiles à exporter les productions réalisées en France, avec un solde positif de 3 milliards d'euros.

LE RÔLE CROISSANT DES ÉQUIPEMENTIERS

Les firmes automobiles, celles qui affichent leurs logos au devant et au cul des véhicules, fabriquent une part décroissante des voitures, assemblant pièces et équipements fabriqués par des fournisseurs, équipementiers ou sous-traitants. Aujourd'hui, en France, 70 % du prix de revient d'un véhicule est issu d'achats fournisseurs, alors que ce ratio était de 50 % au début des années 2000.

Les évolutions techniques en cours vont amplifier ce phénomène. Les dispositifs électroniques d'aide à la conduite étudiés sous le terme général de «voiture sans conducteur» impliquent des techniques dont les constructeurs automobiles ne sont pas les plus experts. Le véhicule électrique, dont la lenteur de diffusion est un démenti aux fanfaronnades de Ghosn, suppose lui aussi le concours d'autres secteurs jusqu'ici étrangers à la filière automobile.

La dispersion du secteur devenait incompatible avec son caractère décisif et le capital devait y mettre bon ordre. Dès les lendemains de l'irruption de la crise, un «fonds de modernisation des équipements automobiles» a été créé en 2009 sous l'égide conjointe de l'Etat, de Renault, de PSA et des principaux équipementiers, Bosch, Faurecia, Plastic

Le 14 mars 2014, pendant le pic de pollution à Paris. Photothèque rouge/JMB.





Omnium et Valeo. Les fonds injectés, en majorité publics, avaient pour but explicite la concentration du secteur, entraînant restructurations et chasse aux réductions de coûts. Ce qu'a connu la construction automobile pendant des décennies, pour aboutir en 1976 à deux seuls constructeurs en France, Renault et PSA, le secteur de l'équipement automobile l'affronte aujourd'hui dans un contexte d'émblée mondialisé.

Les plans de milliers de suppressions d'emplois chez Renault ou PSA sont plus «visibles» et entraînent d'avantage de mobilisations que les fermetures de petites unités de production. Celles-ci sont la conséquence d'une concentration à marche forcée dont les effets se cumulent avec la crise propre au secteur automobile dans son ensemble. Cette recomposition pose en termes nouveaux et avec une urgence supplémentaire la question de la convergence des luttes en ciblant en bout de processus les «donneurs d'ordre», à savoir principalement PSA et Renault, qui camouflent et diluent leurs responsabilités.

LA RECOMPOSITION DU CAPITAL DE RENAULT ET PSA

Les recompositions en cours bouleversent l'autonomie et les structures du capital des deux groupes automobiles PSA et Renault.

Renault, autrefois nationalisé, a été progressivement privatisé par les gouvernements qui se sont succédé depuis 1986. Une alliance capitaliste a été nouée en 1998 avec le japonais Nissan. Cette alliance est devenue selon l'actuel président de Renault, Carlos Ghosn, «indissociable», ce qui signifie à bon entendeur gouvernemental ou actionnaire éventuel que les liens tissés depuis quinze ans ne peuvent plus être défaits. Les écarts de production entre les deux firmes se sont toutefois creusés : alors que les productions mondiales de Renault et Nissan étaient équivalentes il y a quinze ans, celle de Nissan est maintenant presque le double de Renault. Renault est ainsi devenu partie prenante d'une alliance multinationale dont il tire profit, avec en 2012 une contribution de Nissan de 1,2 milliard d'euros au bénéfice Renault de 1,7 milliard.

En mars 2014, l'Etat français et le constructeur chinois Dongfeng ont acquis chacun 15 % du capital de PSA, aux côtés de la famille Peugeot qui en conserve aussi 15 %. La famille Peugeot a

quitté son navire parce que, trouvant de meilleures opportunités pour rentabiliser son capital, elle n'a plus investi comme nécessaire depuis des années, préférant récupérer des dividendes.

Première mesure consécutive au presque milliard de fonds propres apporté par l'Etat français, la suppression de lignes de production dans les usines de Poissy et Mulhouse, avec des centaines de postes de travail supprimés. Après le plan Varin, Tavares, ex-numéro 2 de Renault passé numéro 1 chez PSA, veut remettre PSA dans la course aux profits.

Le gouvernement est en première ligne dans cette opération, faisant désigner Pierre Gallois comme président du Conseil de surveillance de PSA. Et, passage de témoins entre oligarques à la française, le successeur de Gallois à son précédent poste de commissaire à l'investissement – vous en avez vu des résultats ? – est un revenant, ancien président de Renault, Louis Schweitzer, instigateur en 1999 de l'alliance avec Nissan.

Le retour en force de l'Etat dans cette industrie en crise n'est pas anecdotique. L'administration américaine d'Obama est venue au secours de General Motors déclarée en faillite. Et la dernière grande réorganisation capitaliste de l'industrie automobile française avait été le «don» de Citroën en faillite à la famille Peugeot, par le gouvernement Giscard en 1976. Le renflouement massif des banques par les gouvernements en 2009 se situe dans cette continuité. Les structures étatiques sont là, quitte à accepter quelques escapades dans des nationalisations ou prises de participations temporaires, pour garantir la pérennité de la propriété privée. Dans un probable bref intermède, le gouvernement français se retrouve actionnaire significatif de Renault et de PSA et s'auto-désigne comme le responsable de cette industrie en crise. Ne pas avoir peur de le lui rappeler !

LES RECOMPOSITIONS DE LA FORCE DE TRAVAIL

Le temps des grandes usines, rassemblant dans de mêmes lieux des dizaines de milliers d'ouvriers, comme les usines de Renault Billancourt ou de Fiat Mirafiori à Turin, ne reviendra pas. C'est la situation dans cette Europe du Sud, résultat de processus combinés sociaux, politiques et technologiques. La première usine de France n'est plus depuis 2012 Peugeot Sochaux qui, avec plus de 11 000 salariés, est désormais dépassé

par le site d'Airbus à Toulouse, de 13 000 salariés. Mais dans le pays voisin qu'est l'Allemagne, le site historique de Volkswagen à Wolfsburg réunit encore aujourd'hui 40 000 salariés.

La tendance de longue durée n'est pas discutable. L'industrie automobile a connu en France son apogée en termes d'emplois il y a trente ans et en termes de volume de production il y a quinze ans. Mais la filière dans son ensemble continue d'employer des centaines de milliers de salariés et la fin de cette industrie n'est pas inscrite à l'horizon des plans capitalistes. Dans un contexte où l'emploi diminue dans tous les secteurs industriels, la filière automobile incluant constructeurs, équipementiers et sous-traitants demeure un secteur d'expression de résistances et de mobilisations collectives polarisant les solidarités au-delà des limites de telle entreprise en lutte. La grève contre la fermeture de l'usine d'Aulnay a rencontré plus d'échos de solidarité que les mouvements qui avaient accompagné l'agonie de celle de Renault Billancourt, il y a vingt ans.

Alors que la production physique des voitures est de leurs composants et de plus dispersée entre unités distinctes, la chasse au zéro stock, aux temps morts, la flexibilité et l'utilisation maximale des machines sont des questions centrales pour la compétitivité capitaliste. L'émergence significative des suicides au travail dans les usines automobiles témoigne de cette intensification du travail, contrôlée et pilotée au plus près des pratiques de chacun. Le morcellement géographique de la production donne aux flux physiques d'échange et aux transports de pièces et d'organes mécaniques une importance stratégique, dont le blocage aux entrées et sorties est devenu un enjeu dans les luttes d'aujourd'hui. La convergence des luttes entre unités démembrées devient de plus en plus une nécessité imposée par les caractéristiques de la production d'aujourd'hui.

Les accords de compétitivité antisociale imposés chez Renault et PSA traduisent ces exigences. Les reculs sont imposés sans aucune contrepartie sinon la menace que cela serait encore pire sans signature. Les recompositions en cours dans l'industrie automobile cherchent à évincer des lieux de travail les formes organisées de résistance au nouvel ordre patronal et ne laissent pas de place aux tenants d'un quelconque compromis social. □

La France, marchande d'armes

PAR FRANÇOIS CHESNAIS

Les éventuelles sanctions économiques des pays de l'UE à l'encontre de la Russie, fugitivement évoquées lors de l'annexion de la Crimée, incluaient dans le cas de la France la suspension possible, tout de suite repoussée par Laurent Fabius, de la vente à la Russie de deux navires de guerre Mistral. Venant au même moment que la publication par le Sipri (Stockholm International Peace Research Institute) de son rapport annuel sur la production et les ventes d'armes dans le monde, cela rappelle un trait central de l'identité de la France, celle de producteur et de marchand d'armes. Le rapport du Sipri classe toujours la France (avec 5 % du marché mondial) au nombre des cinq premiers exportateurs mondiaux de matériel militaire, derrière les Etats-Unis (29 %), la Russie (27 %), l'Allemagne (7 %) et la Chine (6 %), qui vient de faire son entrée dans le groupe des cinq premiers.

La question de la production et des ventes d'armes n'est pas secondaire. Elle est en filigrane des menées impérialistes de la bourgeoisie française. Dans le cas du Rafale que le groupe Dassault a de très grandes difficultés à exporter, une courte démonstration in vivo du type de l'intervention en Lybie est très importante. De même, la position d'Airbus Helicopters en tant que l'un des principaux constructeurs d'hélicoptères militaires mondiaux repose sur une longue expérience pour le compte de l'armée française en Indochine et en Algérie, plus récemment sur les nombreuses interventions de la France en Afrique dans son rôle d'impérialisme secondaire se chargeant de défendre les intérêts d'Areva, Total ou Bolloré, tout en jouant les seconds couteaux auprès des Etats-Unis.

SEPT GRANDS GROUPES

Les sept plus grands groupes du secteur sont Dassault, DCNS (l'ancienne société publique de la Marine qui produit les matériels militaires navals), Airbus (avions de transport militaire et hélicoptères), MBDA (missiles), Nexter Systems (l'ancien groupe public Giat, chars, canons et

munitions), Safran (les anciennes entreprises publiques SNECMA et SAGEM qui produisent des équipements de navigation et guidage et des systèmes de visée nocturne) et Thales (fusion des activités militaires d'Alcatel, Dassault Electronique et Thomson CSF, spécialisé dans les télécommunications et les systèmes de contrôle d'opérations militaires). Cette configuration industrielle est le résultat des privatisations d'entreprises publiques et de fusions organisées depuis la fin des années 1980. La formation de Nexter Systems a eu des conséquences sociales particulièrement importantes avec la fermeture des très anciennes Manufactures d'armes de Saint-Etienne, Saint-Chamond et Tarbes.

On a affaire à un secteur privé qui n'existerait pas sans l'appui permanent de l'Etat. Il a bénéficié d'un traitement de faveur en novembre 2013, lors des coupes budgétaires de la Loi de programmation militaire. Le gouvernement Hollande a notamment maintenu la production de la nouvelle version du Rafale. La concurrence est vive et certains contrats ont vu la présidence de la République s'impliquer. Nicolas Sarkozy puis François Hollande ont essayé de persuader le Brésil d'acheter le Rafale. Dassault a perdu le marché, le groupe suédois Saab proposant un avion moins cher répondant à ses besoins. Un lot de consolation brésilien est venu sous forme d'un contrat important pour Thales de satellites de télécommunications.

MOYEN ET EXTRÊME-ORIENT

Une des zones les plus « porteuses » pour les matériels sophistiqués est aujourd'hui constituée par les Etats du Moyen-Orient, qui se livrent une concurrence politique et renouvellent en conséquence leur matériel. En 2013, l'Arabie saoudite a représenté à elle seule 28 % des prises de commande françaises (1,8 milliard d'euros), avec un contrat de plus de 1 milliard d'euros consacré à la modernisation de sa flotte militaire et des commandes de systèmes de contrôle et de missiles dont Thales et MBDA ont bénéficié. Mais ce sont les groupes américains qui dominent bien sûr le marché de la région, devenue selon le Sipri la première du monde en termes d'importations.

L'Inde est actuellement l'autre grand acheteur de matériel français. Elle s'approvisionnait traditionnellement auprès de l'URSS et n'apprécie pas que les Etats-Unis équipent le Pakistan. Le groupe Dassault espère vendre 106 Rafale. La négociation du contrat a commencé en 2012 mais sa signature dépendra du gouvernement qui sortira des élections en cours. La montée en force de la Chine, dont la destination des ventes est moins connue à l'exception d'un contrat important avec la Turquie, du Japon qui entame pas à pas sa remilitarisation et même de la Corée qui voudrait diversifier sa production métallurgique, annonce une concurrence toujours plus rude. Pas sûr que, si importante que soit l'implication de l'Etat, la « niche » occupée depuis longtemps par la France ait un grand avenir. □



Le Rafale, exposé au salon du Bourget de 2009. Photothèque rouge/Thomas Mitch.

L'Ukraine et la question nationale

PAR SEAN LARSON ET LEE SUSTAR

Comprendre les rapports entre la Russie et l'Ukraine exige d'opérer un retour sur l'Histoire. La domination impériale de la Russie a profondément affecté et continue d'influencer de façon décisive les développements économiques et politiques en Ukraine.¹

La nationalisme sous ses différents aspects hante tous les aspects des conflits et contradictions aujourd'hui à l'œuvre en Ukraine.

Cela a été le cas en Crimée, annexée par la Russie après sa prise de contrôle militaire, en riposte au renversement du président Viktor Ianoukovitch et à la mise en place à Kiev d'un gouvernement pro-occidental. Avec un discours qui rappelle les prétextes « humanitaires » des interventions militaires US, les dirigeants russes ont justifié leur action en Crimée par la nécessité de défendre ses habitants d'origine russe, majoritaires, de mesures répressives imposées par le nouveau gouvernement de Kiev, dominé par des nationalistes ukrainiens.

La population de Crimée est composée à 20 % d'habitants d'origine ukrainienne et à 15 % de Tatars, une population turque musulmane qui vivait dans la péninsule avant sa déportation en masse par Staline, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les Tatars, qui n'ont été autorisés à rentrer en Crimée que dans les années 1980, ont de bonnes raisons de craindre un statut de citoyens de seconde zone dans une Crimée russifiée.

Pendant ce temps, à Kiev, le nouveau gouvernement ukrainien, dominé par des partis de centre-droit et d'extrême droite, fait appel au nationalisme pour solidifier sa base de soutien, principalement dans les parties ouest et nord du pays. L'un des premiers actes du parlement post-Ianoukovitch a été d'abroger une loi accordant localement le statut de langue officielle à d'autres langues que l'ukrainien (le président intérimaire y a cependant opposé son veto).

Et cela, bien que beaucoup des leaders de l'opposition – comme les candidats à la présidentielle Vitali Klitschko et Ioulia Timochenko, ou le nouveau premier ministre Arseni Yatseniouk – aient le

russe pour première langue. Les préférences linguistiques ne sont pas la clé des positionnements politiques.

DE L'EMPIRE DES TSARS AU STALINISME

Comprendre aujourd'hui la question nationale en Ukraine exige de connaître l'histoire du pays, en particulier son assujettissement par la Russie, d'abord sous l'empire des Tsars puis, après la victoire de la contre-révolution stalinienne, dans le cadre de l'ex-URSS. Ainsi que le marxiste révolutionnaire russe Ilya Boudraitskis le souligne dans une interview à la revue allemande *Marx 21*², la centralité du nationalisme en Ukraine résulte de la façon dont l'Ukraine a été fondée en tant que nation indépendante – à travers l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. C'est pour cela que le nationalisme a un tel pouvoir de conviction. La mentalité populaire correspond à celle d'une ancienne colonie. La plupart des Ukrainiens pense que le plus important est de ne pas être dominé par une puissance étrangère.

La domination russe en Ukraine date de la seconde moitié du 17^{ème} siècle, quand à l'issue de trente ans de guerre entre la Russie, la Pologne, les Turcs et les Cosaques, l'essentiel du pays était passé sous le contrôle de la Russie des Tsars. C'est la Révolution russe de 1917 qui libéra l'Ukraine de la mainmise de l'empire tsariste. La propagation d'un mouvement de libération nationale culmina – avec le soutien du gouvernement de Moscou dirigé par les Bolcheviks – dans une éclosion de la culture et de la langue ukrainiennes.

En 1918, un monarque soutenu par l'Allemagne prit le pouvoir en Ukraine, et les armées blanches contre-révolutionnaires – équipées et soutenues par les gouvernements occidentaux, pour faire la guerre aux Rouges de l'Etat ouvrier

russe – tentèrent de chasser les paysans des terres qu'ils avaient prises en 1917 aux propriétaires fonciers. La grande majorité du peuple prit position en faveur de la fédération avec la Russie, dans l'Etat ouvrier qui allait bientôt être constitué, l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Mais dans les années 1920, la montée de la bureaucratie stalinienne commença à saper les droits nationaux de l'Ukraine et d'autres anciennes possessions coloniales du Tsar. Dans les années ayant précédé sa mort, et bien que sérieusement handicapé par la maladie, Lénine, le dirigeant de la Révolution russe, tenta de contrer la politique de Staline, en particulier afin de défendre l'auto-détermination de l'Ukraine et de la Géorgie voisine.

Mais la contre-révolution stalinienne fut victorieuse au bout de quelques années. Bien que continuant à utiliser une rhétorique socialiste, les nouveaux dirigeants de l'URSS liquidèrent tous les acquis de la révolution de 1917, y compris le droit à l'auto-détermination des nations opprimées.

L'OUN DE STEPAN BANDERA

Au début des années 1930, la politique de Staline de collectivisation forcée des campagnes et d'industrialisation à marche forcée en cinq ans eut en Ukraine des conséquences catastrophiques. Après une campagne de « russification », qui en 1931 bannit la langue ukrainienne des écoles et des lieux de travail, les politiques économiques du Kremlin conduisirent, en 1932-33, à une famine de masse qui coûta la vie à 3,3 millions de personnes. Par la suite, l'Ukraine souffrit plus que tout autre territoire de l'URSS de la dévastation de la Deuxième Guerre mondiale.

C'est dans ce contexte que surgit l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), aujourd'hui révérée par les ultra-nationalistes présents au gouvernement. L'OUN s'engagea dans une lutte violente pour imposer une Ukraine ethniquement homogène. Avec des parties de l'Ukraine sous contrôle russe, à l'est, et d'autres parties sous celui de la Pologne, à l'ouest, elle dirigea ses attaques contre les Russes et Polonais d'origine.

L'OUN visait également, de façon explicite, à l'épuration ethnique des Juifs d'Ukraine. En 1938, cette organisation se scinda en deux, l'aile dirigée par Stepan Bandera s'alliant avec l'Allemagne nazie. A la fin de la guerre, l'OUN sous le commandement de Bandera, avec son bras militaire l'Arme ukrainienne insurgée, procéda à un nettoyage ethnique qui fit disparaître plus de 90 000 Juifs et Polonais.

En Russie, l'élite stalinienne avait tenté de conclure un accord avec Hitler et les Nazis pour se partager l'Europe de l'Est, mais après l'invasion nazie de la Russie, Moscou combattit du côté des Alliés. Après la victoire alliée sur l'Allemagne, les autorités soviétiques menèrent une guerre prolongée contre l'OUN, jusqu'à finir par la détruire en 1953.

RENOUVEAU DANS LES ANNÉES 1980

Le nationalisme ukrainien connut un renouveau dans les années 1980, au moment du déclin de l'ex-URSS.

Mais les sentiments nationaux qui se sont alors développés n'étaient pas une simple résurgence de l'OUN et de son idéologie fasciste. Sous la politique de la «glasnost» (ouverture) du dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, il était possible de discuter de la catastrophe de la famine des années 1930 imposée à l'Ukraine, comme des décennies suivantes passées sous la botte stalinienne. Un renouveau culturel en Ukraine suscita de l'espoir en un pays libre, indépendant et démocratique – tant dans l'ouest de langue ukrainienne et principalement agricole que dans l'est avec son économie industrielle plus intégrée à celle de l'ex-URSS.

En 1989, une grève de masse des mineurs ukrainiens, menée principalement par des travailleurs de langue russe dans l'est du pays, refléta et renforça cette aspiration. Comme un envoyé spécial du *New York Times*³ l'exprima alors, «la mobilisation ouvrière en Ukraine, deuxième plus grande république soviétique, pourrait poser un sérieux problème aux dirigeants conservateurs de ce bastion industriel, qui doivent déjà faire face à la montée du nationalisme ukrainien».

Des nationalistes russes, qui tentaient de sauver l'empire de l'effondrement de l'URSS, lancèrent alors un appel à toutes les populations de langue russe. Mais comme le releva l'auteur Mark Beissinger⁴, ils «échouèrent à trouver une basse de masse en Russie. Leurs tentatives de

courtiser les mineurs d'Ukraine, de Sibérie et du nord du Kazakhstan ne donnèrent pas plus de résultats».

A la fin des années 1980, face à un système stalinien dont le déclin était clairement irrémédiable, les apparatchiks ukrainiens les plus lucides commencèrent à critiquer le Parti communiste et à sympathiser ouvertement avec le renouveau culturel nationaliste, quand bien même ils avaient passé leur vie entière au service du Kremlin. Dans le sillage d'un coup d'Etat manqué contre Gorbatchev à Moscou, l'un de ces apparatchiks, Léonid Kravtchouk, alors président du parlement ukrainien, déclara l'indépendance de l'URSS et devint le nouveau chef d'Etat.

En décembre 1991, près de 90 % des Ukrainiens optèrent pour l'indépendance. Le vote en sa faveur fut très élevé aussi dans les régions plus russifiées de l'est. Comme le journaliste Bohdan Nahaylo l'écrivit alors, «une révolution s'est produite dans les esprits des habitants de l'Ukraine. D'une manière ou d'une autre, en un temps remarquablement bref, l'idée de l'indépendance ukrainienne, si longtemps décrite par la presse soviétique comme la cause perdue de nationalistes jusqu'au-boutistes d'Ukraine occidentale, s'est emparée de toute la république.»

NATIONALISME, POLITICIENS ET OLIGARQUES

Après l'indépendance, le nationalisme devint cependant un outil entre les mains de politiciens rivaux représentant divers intérêts économiques. Plus d'un ancien responsable du Parti communiste utilisa ses relations pour profiter des privatisations et se transformer en oligarque richissime. La leader de l'opposition, Ioulia Timochenko, bien



A Ternopil, dans l'est du pays, l'une des nombreuses statues célébrant le nationaliste et fasciste Stepan Bandera... DR.

qu'emprisonnée sous Ianoukovitch, est devenue l'une des personnes les plus riches du pays grâce à ses affaires avec des oligarques d'Ukraine comme de Russie.

Ces politiciens n'étaient nationalistes que dans la mesure où cela servait leurs intérêts. Kravtchouk, un supposé nationaliste, fut défait dans l'élection présidentielle de 1994 par un de ses anciens collègues apparatchiks, Léonid Koutchma, qui penchait plus vers les liens avec la Russie. Koutchma était tout aussi corrompu et brutal que ses opposants : étiqueté comme pion de Moscou, il se tourna en fait vers le FMI et accrut la coopération militaire avec l'OTAN.

Lors de l'élection présidentielle de 2004, Kravtchouk soutint un autre politicien considéré pro-Moscou – nul autre que Viktor Ianoukovitch. Mais une fraude électorale évidente déclencha des protestations de masse, dans ce qui devint la «Révolution orange». Ianoukovitch fut contraint d'organiser de

nouvelles élections que son opposant, Viktor Iouchtchenko, remporta.

Iouchtchenko s'appuya sur le nationalisme pour tenter de consolider son pouvoir. Les institutions de l'Etat commencèrent à propager une histoire alternative du mouvement nationaliste des années 1930 et suivantes, épurée pour l'essentiel de son idéologie antisémite et fasciste, représentant un mouvement de libération nationale héroïque.

Mais en ne faisant rien pour répondre aux revendications économiques de base qui constituaient le soubassement de la Révolution orange, Iouschenko perdit rapidement sa popularité. En 2010, Ianoukovitch remporta facilement l'élection présidentielle – même si, cette fois, celui qui avait été l'allié de la Russie promit de resserrer les liens économiques et politiques avec l'Europe, et y compris de renforcer la coopération avec l'OTAN.

Aujourd'hui, la quasi totalité du spectre politique à Kiev s'inscrit dans les limites de différents types de nationalisme.

Aussi bien Svoboda [*qui dispose de quatre ministres dans l'actuel gouvernement de transition, NdTr*] que Trident, l'une des principales composantes du Secteur Droit (*Pravyi Sektor*), qui s'est fait remarquer pour son rôle dans la défense de l'occupation de Maidan (la place de l'indépendance à Kiev), face aux attaques de la police de Ianoukovitch, se présentent comme les héritiers de l'OUN de Stepan Bandera [...]

La persistance du nationalisme en Ukraine, en particulier dans les régions occidentales, ne peut pas s'expliquer totalement par les liens économiques actuels avec la Russie, mais ceux-ci en donnent largement le contexte. Une bonne part de l'économie ukrainienne reste dépendante de son voisin de l'est. Comme Slawomir Matuszak l'a montré à travers une étude détaillée⁵, l'Ukraine se distingue par le fait d'avoir sans doute le plus haut niveau de contrôle oligarchique direct sur le gouvernement. Chez les oligarques qui règnent à l'ouest, l'une des raisons de l'aversion à l'association avec la Russie est la perspective d'une implication directe de Poutine dans la politique du pays.

Poutine a consolidé le pouvoir d'Etat en Russie en dépouillant les oligarques russes de leur pouvoir politique⁶. A tra-

vers son soutien à Ianoukovitch, il tentait de s'assurer le contrôle le plus complet possible sur les pipe-lines gaziers, d'une importance cruciale, qui relient les producteurs russes à leurs consommateurs en Europe. Cela passait, entre autres, par le renforcement d'un Etat sous contrôle de Ianoukovitch et de ses alliés, et représentait à l'évidence une menace pour des secteurs de l'oligarchie.

LE JEU DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES

De ce point de vue, la différence entre les oligarques anti-russes concentrés à l'ouest et le secteur qui était pour l'essentiel resté loyal à Ianoukovitch est que ces derniers, pour conserver leur pouvoir, ont besoin du soutien financier et politique de Poutine ; alors que dans la dernière période, le secteur anti-russe a commencé à s'appuyer davantage sur une politique consistant à canaliser le mécontentement populaire dans un sens nationaliste.

Ces divisions ne sont cependant pas inscrites dans le marbre. Les oligarques « de l'est » comme « de l'ouest » se sont montrés tout à fait capables de changer de camp lorsque cela leur était profitable. Un cas d'espèce est la conversion récente de l'homme le plus riche d'Ukraine, Rinat Akhmetov, qui après avoir fermement soutenu Ianoukovitch, est passé du côté du gouvernement de Kiev.

Alors que le marché domestique reste important pour les oligarques les moins puissants, les intérêts des plus riches et influents d'entre eux dépendent largement des exportations, donc de l'accès aux marchés étrangers. En considérant l'ensemble des exportations ukrainiennes, on ne dénote pas de tendance nette vers l'Ouest ou vers l'Est : 38 % des biens sont vendus à des Etats anciennement soviétiques, aujourd'hui regroupés dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), tandis que 26 % sont à destination de l'Union européenne et 36 % vont vers d'autres pays.

L'Ukraine demeure toutefois dans un rapport de dépendance vis-à-vis de la Russie sous de nombreux aspects, y compris une dette commerciale de 10 milliards de dollars, dont Moscou exige maintenant le remboursement. Près d'un tiers des exportations ukrainiennes, parmi elles les produits industriels les plus élaborés mais néanmoins non compétitifs sur le marché de l'UE, sont destinées à la Russie.

Dans l'autre sens, 36 % des importations de l'Ukraine, dont 60 % de son gaz

naturel, proviennent de Russie. Les prix avantageux consentis à l'Ukraine par la Russie compensaient le niveau bas des redevances versées pour le transit du gaz russe vers les marchés européens. 80 % du gaz russe est acheminé vers l'UE à travers le territoire ukrainien. Dans le même temps, la compagnie pétrolière Rosneft détenue par l'Etat russe – la plus importante au monde – possède déjà la deuxième plus grande raffinerie d'Ukraine et est en passe d'acquérir la première.⁷

Ces rapports, en particulier la dépendance énergétique de l'Ukraine, bénéficient évidemment aux milieux d'affaires russes, y compris ceux du secteur contrôlé par l'Etat. C'est pourquoi l'Etat russe intervient pour maintenir l'Ukraine en position subordonnée. Il a ainsi interrompu en janvier 2006 (puis de nouveau en 2009) ses approvisionnements en gaz, en représailles à des démarches du gouvernement ukrainien dans le sens d'une extension des relations avec l'UE. De la même façon, la Russie se prépare aujourd'hui à annuler le gros rabais dont l'Ukraine bénéficie pour ses importations de gaz naturel.

Une telle mesure, pendant économique à la prise de contrôle militaire de la Crimée, ne pourra qu'enrager les gens du peuple en Ukraine. Elle a été utilisée pour alimenter les appels nationalistes des partis politiques conservateurs, soutenus par des secteurs de l'élite dirigeante.

LA TACTIQUE DU GOUVERNEMENT

Les oligarques eux-mêmes, bien que tirant tous profit, à l'est comme à l'ouest, de leurs liens avec le monde des affaires russe, s'irritent des interventions périodiques de l'Etat russe destinées à bloquer tout mouvement vers l'Europe. Le nouveau gouvernement de Kiev vient d'ailleurs de nommer deux des principaux oligarques de l'est aux gouvernorats de Donetsk et de Dniepropetrovsk⁸. Au même moment, un autre oligarque, Dmytro Firtash, était enrôlé pour intervenir auprès des milieux d'affaires russes afin qu'ils exercent leur influence en faveur de la paix, au nom du fait que toute escalade du conflit serait mauvaise pour les affaires de tous⁹.

La nomination de deux milliardaires à la direction politique d'importantes régions de l'est de l'Ukraine illustre la tentative du gouvernement d'utiliser la menace de l'intervention russe afin de renforcer sa base politique autour d'un concept d'unité nationale – centré sur

la défense particulière des intérêts de la classe dirigeante.

Cela correspond à la politique qu'il mène plus généralement : utiliser le conflit avec la Russie pour détourner le mécontentement populaire, tout en appliquant des mesures néolibérales déjà familières aux gens du peuple à l'époque de Ianoukovitch, sans parler des peuples de Grèce, d'Espagne et d'autres pays européens [...]

QUE PEUT-IL SE PASSER ?

Le gouvernement a engagé avec le FMI des négociations en vue d'obtenir des prêts, qui incluraient des conditions très strictes : nouvelles coupes dans les retraites, augmentation des taxes sur l'énergie payées par les travailleurs, privatisation d'industries et entreprises d'Etat, suppression de plusieurs départements ministériels, réduction des allocations de chômage et de maladie...

De telles mesures porteront préjudice à la popularité – déjà bien entamée – du gouvernement. Les figures politiques qui prétendaient « diriger » le mouvement de Maidan ont admis, avant la chute de Ianoukovitch, qu'elles ne contrôlaient pas le mouvement de masse. En négociant une austérité en

core plus sévère, elles ne deviendront que plus suspectes aux yeux des travailleurs [...]

A l'est du pays, où Ianoukovitch conserve une base, la population est pour l'essentiel restée passive¹⁰, même si de petites manifestations pro-russes et pro-Maidan ont attiré l'attention des médias. Dans l'ensemble, il y a peu de soutien à une sécession pour rejoindre la Russie, même dans les grandes villes. Mais il n'y en a pas beaucoup non plus pour le nouveau gouvernement de Kiev, avec son programme nationaliste cru [...]

Les menaces de guerre de la Russie ont conforté les nationalistes et les fascistes déclarés qui dominent le nouvel ordre installé à Kiev, même s'ils n'ont pas dirigé le mouvement de masse qui les a amenés au pouvoir. Dans le même temps, à l'est et au sud, le discours et les politiques de droite du gouvernement central encouragent les gens du peuple à considérer les forces russes comme une protection face à un régime qui les priverait de leur langue et de leurs droits politiques.

Casser cet enchaînement exigera un soulèvement d'en bas, fondé sur une alternative politique capable d'unifier les

travailleurs par-delà les divisions qui menacent l'unité de l'Ukraine ; et notamment de mobiliser les nombreux habitants de langue russe, jeunes pour la plupart, qui se considèrent ukrainiens et rejettent l'assimilation à la Russie¹¹, dans l'unité avec les habitants de l'ouest, politiquement plus actifs, qui en ont assez des oligarques dominant le système [...]

1 Est reproduite ici la majeure partie d'un article publié le 11 mars 2014 sur le site socialistworker.org, de l'International Socialist Organization (ISO, Etats-Unis). Le texte a été traduit et édité par Jean-Philippe Divès. A noter que cet article a été écrit avant le regain des tensions et le début des affrontements armés dans l'est de l'Ukraine.

2 Son interview est publiée en seconde partie de ces Repères.

3 <http://nytimes.com/1989/07/26/world/striking-ukrainian-miners-appeased-return-to-work.html>

4 <https://www.nytimes.com/2014/03/03/world/europe/ukraine-turns-to-its-oligarchs-for-political-help.html>

5 <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/a99fc964-a189-11e3-a29e-00144feab7de.html>

6 http://www.osw.waw.pl/sites/default/files/prace_42_en.pdf

7 <http://socialistworker.org/2013/09/05/at-stake-in-moscows-elections>

8 <http://www.forbes.com/sites/christopherhelman/2014/03/03/what-ukraine-needs-is-an-american-style-shale-gas-revolution/>

9 <http://www.nytimes.com/2014/03/03/world/europe/ukraine-turns-to-its-oligarchs-for-political-help.html>

10 <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/a99fc964-a189-11e3-a29e-00144feab7de.html>

11 <http://www.openleft.ru/?p=2112>

12 <http://www.newrepublic.com/article/116897/eastern-ukraine-history-under-stalin-holding-it-back>

La place Maidan le 23 février 2014, à l'annonce de la démission de Ianoukovitch. DR.



ENTRETIEN AVEC ILYA BOUDRAITSKIS

Retour sur Maidan, ses contradictions et les

Bien des événements se sont produits en Ukraine depuis le 19 janvier 2014, date à laquelle cet entretien a été réalisé - à commencer par la chute de l'ancien président, Ianoukovitch. L'intérêt de ce texte n'en est cependant nullement affecté. Avec des remarques qui parfois « décoiffent », le marxiste révolutionnaire russe Ilya Boudraitskis nous aide à mieux comprendre les spécificités de l'Ukraine, plus largement celles des pays de l'Est européen, et donc des processus de mobilisation de masse qui y sont à l'œuvre aujourd'hui.

Ilya, tu es actif à Moscou dans le Mouvement socialiste de Russie et t'es rendu à Kiev pour observer le mouvement contre le président Viktor Ianoukovitch. Pourquoi ?

Nous avons des contacts avec la gauche à Kiev depuis un certain temps. Je suis allé là-bas il y a deux semaines, alors que la crise s'exacerbait et qu'étaient adoptées des lois anti-manifestations qui pouvaient ouvrir la voie à un Etat policier.

Comment le mouvement a-t-il répondu ?

En devenant plus radical. Il y a d'abord eu de gros affrontements avec la police, les manifestants tentant d'envahir le siège du parlement. Ils ont érigé des barricades et il y a eu plusieurs morts.

Le mouvement a-t-il remporté un succès ?

Ianoukovitch s'est rendu compte qu'il n'allait rien obtenir contre le mouvement en accentuant la répression, et a alors tenté de le corrompre avec des offres de postes gouvernementaux. Il a même demandé aux partis d'opposition de désigner un premier ministre. Mais ceux-ci ont refusé car la contrepartie était que les protestataires abandonnent la rue, et ils n'étaient pas en condition de les en convaincre. Les leaders de l'opposition ont été hués à Maidan après

leurs négociations avec Ianoukovitch.

Quelles sont tes impressions du mouvement ?

Les gens sont incroyablement déterminés. Ils occupent la place centrale de Kiev depuis deux mois et continuent à la tenir contre la police, avec par exemple des barricades hautes de quatre mètres. De nombreux immeubles de la zone sont occupés, dont les bureaux du maire, le siège central des syndicats et un grand centre d'exposition. On voit partout une infrastructure auto-organisée pour de la nourriture chaude, du chauffage, des soins médicaux, des centres d'information, des vêtements chauds et d'autres choses encore. Le niveau d'auto-organisation est impressionnant. Tout cela a été mis en place par les gens eux-mêmes, pas par des partis politiques.

Les manifestants sont-ils intimidés ?

Pas pour l'instant. Ils arpentent la rue avec des casques et des bâtons et, quand ils voient un officier de police isolé, s'attaquent à lui. De ce fait, il n'y a plus de police visible dans la zone. Le régime peut laisser la situation se transformer en guerre civile ou bien reculer.

Quelles sont les forces politiques actives ?

Il y a beaucoup d'agitation politique, essentiellement de la part de groupes de droite et d'extrême droite. Cela va des partis de l'opposition néolibérale aux ultra-nationalistes extraparlimentaires du Secteur Droit.

Qu'est-ce que le Secteur Droit ?

C'est une alliance de différents groupes d'extrême droite qui ont monté des structures militaires. On trouve parmi eux des « ultras », habitués des batailles de rue, du club de football du Dynamo de Kiev.

“ Les militants de gauche lancent à la volée le terme de « fascisme » devraient apprendre un peu de l'histoire du fascisme. ”



Comment les manifestants réagissent-ils face à l'extrême droite ?

Pour la plupart, de façon positive. Non parce qu'ils soutiennent leur idéologie, mais parce que l'extrême droite – en considérant les faits objectivement – est la partie du mouvement la plus courageuse, littéralement les meilleurs combattants. Personne ne va à l'offensive contre la police comme le fait l'extrême droite. D'autres, cependant, les voient comme des extrémistes qui donnent une mauvaise image du mouvement.

L'un des trois partis d'opposition est Svoboda...

... qui est le parti d'extrême droite le plus fort en Ukraine, et a obtenu 10 % dans les dernières élections. A côté d'autres facteurs, sa montée a été rendue possible par le fait que Viktor Iouchtchenko, l'ancien président, a fortement soutenu le nationalisme jusqu'en 2010.

C'est-à-dire ?

Eh bien, par exemple, Iouchtchenko disait que les Ukrainiens qui ont été membres des SS pendant la Deuxième Guerre mondiale étaient des patriotes combattant la domination étrangère par l'Union soviétique.

tâches de la gauche

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTON THUN (MARX21)¹



Face à face sur la place Maidan, le 26 janvier 2014. DR.

Et aujourd'hui ?

Dans l'Ukraine de 2014, il n'y a ni mouvement ouvrier fort, ni mouvement fasciste visant à le détruire, ni un Etat dans lequel le capital n'aurait pas confiance. La situation ne prête ni à une accession de la classe ouvrière au pouvoir, ni à une destruction physique du mouvement ouvrier.

« Une société post-soviétique à laquelle on a volé la conscience de classe et qui n'a pas de traditions de mobilisation... »

Alors à quelle sorte de mouvement a-t-on affaire ?

Les gens qui combattent à Maidan viennent de différentes classes opprimées : travailleurs, chômeurs, auto-entrepreneurs paupérisés, étudiants qui ne parviendront pas à trouver un travail, etc. Leurs adversaires sont l'Etat et les élites politiques. C'est une erreur de désigner ce mouvement comme fasciste, car la composition de classe des parties en lutte est très différente.

Mais il y a des fascistes sur le Maidan.

Absolument. L'idéologie du Secteur Droit est fasciste, sans aucune ambiguïté. Et ils tentent d'établir leur domination sur le mouvement de masse. Mais jusqu'à présent, heureusement, ils n'y sont pas parvenus — parce que le cœur du mouvement n'a rien à voir avec le fascisme.

Quel est donc ce cœur ?

Je n'ai pas de nom pour le désigner. Cela vient d'une société post-soviétique à laquelle on a volé la conscience de classe et qui n'a pas de traditions de mobilisation. Les mouvements peuvent ainsi prendre des formes très différentes — et changer très vite de caractère, en évoluant vers la gauche ou vers la droite.

Comment le caractère politique du mouvement se manifeste-t-il ?

Il a aujourd'hui un caractère nationaliste, partiellement anti-communiste. En partie parce que les groupes de droite étaient les

mieux préparés à cette situation. Mais aussi à cause du rôle catastrophique joué par le Parti communiste d'Ukraine.

Le Parti communiste a obtenu 13 % lors des dernières élections.

Oui — et ils n'ont ensuite rien trouvé de mieux que de devenir des soutiens clés du gouvernement Ianoukovitch. Avec d'autres, les communistes ont voté au parlement pour les lois anti-manifestations. Sans eux, ces lois auraient été repoussées.

Comment est-ce possible ?

Le Parti communiste a été acheté par des oligarques de l'est de l'Ukraine, de la même façon qu'ils ont acheté Ianoukovitch. Il soutient ouvertement le nationalisme russe. Les politiciens communistes parlent ouvertement de leurs bonnes relations avec Kyril I^{er}, le patriarche de l'Eglise orthodoxe russe.

Quelle est leur position face au mouvement de Maidan ?

Ils critiquent le nationalisme ukrainien, mais pas depuis une position internationaliste. Ils mettent plutôt en avant des arguments chauvinistes russes — et substituent donc un nationalisme à un autre. Je recommanderais à tous les partis de gauche en Europe de rompre leurs relations avec le PC ukrainien. Des politiques telles que les siennes ne devraient pas être tolérées.

Que font les vrais militants de gauche ?

Les militants de gauche ont depuis le début des opinions diverses. Certains considèrent qu'il s'agit d'un mouvement d'extrême droite, qui leur est étranger, quelque chose auquel il ne faut pas participer. D'autres s'y sont investis et ont tenté de l'influencer politiquement.

Cela doit être difficile.

Il y a sur le Maidan beaucoup de militants d'extrême droite prêts à en découdre avec ceux de gauche. Beaucoup

¹ Ilya Boudraitskis, membre de la IV^e Internationale, est un responsable du Mouvement socialiste de Russie. La revue « Marx 21 » est éditée par l'organisation allemande de même nom, membre de l'International Socialist Tendency dirigée par le SWP britannique. Le texte allemand a d'abord été traduit en anglais par Colin Wilson, Mona Dohle et Ben Neal pour le groupe britannique RS21, « Socialisme révolutionnaire au 21^{ème} siècle » (<http://rs21.org.uk/2014/02/27/ilya-budraitskis-on-ukraine-we-cannot-let-the-right/>). Il a été traduit de l'anglais pour « L'Anticapitaliste » par Jean-Philippe Divès.

Quoi ?!

Tu ne peux comprendre cela que dans le contexte du nationalisme ukrainien. Il y a en Ukraine près de vingt statues de Stepan Bandera, le responsable SS ukrainien le plus connu. La variante d'extrême droite du nationalisme fait ici partie du champ politique établi. C'est la base du succès de partis tels que Svoboda, qui joue maintenant un rôle clé sur le Maidan.

Il s'agit donc d'un mouvement fasciste ?

Je crois que les militants de la gauche allemande, pour le moins, qui lancent à la volée le mot « fascisme », devraient apprendre un peu de l'histoire du fascisme.

Qu'entends-tu par là ?

Le fascisme a surgi après la Première Guerre mondiale, dans de larges parties de l'Europe, comme une réponse à un fort mouvement ouvrier communiste révolutionnaire. Les fascistes avaient pour objectif explicite d'écraser ces mouvements ouvriers et de sécuriser la domination du capital, que l'Etat libéral ne pouvait plus garantir. Ils ont été capables de prendre le pouvoir en Italie et en Allemagne, mais pas dans d'autres pays.



Une grande majorité des manifestants n'a rien à voir avec l'extrême droite.



se sont fait confisquer leurs tracts et drapeaux, et certains ont été battus.

Il n'y a donc pas de place pour la gauche ?

Si, et justement à cause de cela ! Bien sûr, nous devons faire attention à notre sécurité physique. Mais tant qu'elle peut être garantie, nous ne pouvons pas rester spectateurs et ne rien à faire face à une extrême droite établissant sa domination politique. Nous ne pouvons pas lui abandonner le terrain. Nous ne pouvons pas laisser l'extrême droite monopoliser l'action extra-parlementaire.

Souhaitez-vous débattre avec des nazis ?

Peut-être avec certains d'entre eux. Le plus important est qu'une grande majorité des manifestants est politiquement active pour la première fois – et qu'elle tient aujourd'hui le Maidan contre des unités de police brutales. Quelque 30 000 personnes ont pris part aux plus grandes manifestations de Kiev. La grande majorité d'entre elles n'a rien à voir avec l'extrême droite.

Pourquoi les ultra-nationalistes ont-ils une telle force ?

Sais-tu quand un Etat ukrainien indépendant, qui a pu durer un petit peu, a été pour la première fois instauré ?

Non, quand ?

En 1991, quand l'Union soviétique s'est effondrée. C'est pourquoi les slogans patriotiques sont si populaires en Ukraine. Et que tant d'Ukrainiens raisonnent comme les habitants d'une colonie vingt ans après son indépendance : « le plus important est que nous ne soyons plus contrôlés par une grande puissance. »

Mais le mouvement est plus fort dans l'ouest de l'Ukraine...

... Parce qu'il n'y a pas seulement une division de classe, mais aussi une forte division sur les plans économique et culturel. Dans la moitié est de l'Ukraine, la plupart des gens ont le russe pour langue maternelle, au travail ou à l'école. Même Vitali Klitchko parle ukrainien avec un fort accent russe.

Et à l'ouest ?

C'est surtout l'ukrainien qui est parlé. Dans l'un des pays les plus pauvres d'Europe, il y a clairement plus de pauvres et de chômeurs à l'ouest que dans les zones industrielles de l'est, autour de Kharkov et Dniepropetrovsk. Les Ukrainiens de l'ouest émigrent vers la République tchèque et la Pologne, où les salaires sont substantiellement plus élevés. Il y a également, à l'ouest, l'Eglise orthodoxe ukrainienne dirigée par le patriarche de Kiev. Elle a scissionné en 1991 et ses prêtres prennent maintenant la parole depuis les tribunes de Maidan. A l'est, en revanche, c'est l'Eglise orthodoxe dirigée par Moscou qui a le plus de soutien, ses prêtres étant normalement du côté de Ianoukovitch.

Quelle signification cela a-t-il pour le mouvement ?

A l'ouest, 99 % des gens soutiennent les manifestations. Des gens sont venus à Kiev en bus pour vivre à Maidan durant des semaines. Ils craignent d'être dominés par la Russie. Par-dessus tout, ils sont contre Ianoukovitch, qui a leurs yeux veut refaire de l'Ukraine une colonie russe.

Ont-ils tort de le craindre ?

Non, pas totalement. L'Etat russe tente toujours de rendre l'Ukraine plus dépendante, par exemple en coupant l'approvisionnement en gaz pendant l'hiver. On ne peut pas reprocher aux Ukrainiens de ne pas avoir confiance en Poutine.

L'UE serait donc l'alternative pour le mouvement ?

Le mouvement est d'abord dirigé contre le gouvernement de Ianoukovitch. La question de l'UE est moins importante. Bien sûr, c'est la seule alternative tangible à une orientation en direction de la Russie. Et beaucoup ont l'illusion qu'un rapprochement avec l'UE apporterait à l'Ukraine la prospérité, la liberté et la démocratie qui existent dans d'autres pays européens.

Qui préconise un rapprochement avec l'UE ?

Certains oligarques, ceux qui contrôlent les partis d'opposition, affirment que ce serait bon pour les affaires. Mais les négociations ne traitent pas des problèmes des gens du peuple – la lutte contre la corruption, la réforme sociale et politique. Elles tournent surtout autour de l'accès des grandes entreprises de l'UE au marché ukrainien.

Une alliance avec l'UE pourrait-elle amortir la crise économique en Ukraine ?

Le sort de nos voisins de l'est européen suggère le contraire. En Roumanie et en Bulgarie, les prix ont augmenté mais pas les reve-

nus. De plus en plus de jeunes doivent émigrer pour aller travailler en Europe de l'Ouest pour des salaires faibles – en y étant utilisés pour faire baisser la paye des travailleurs locaux. Dans ces pays, la joie de l'entrée dans l'UE s'est vite dissipée. Officiellement, tous les citoyens de l'UE sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres.

Pourquoi les illusions dans l'UE sont-elles alors si fortes ?

Ce qui a déclenché les manifestations, en novembre dernier, a été la décision prise au dernier moment par Ianoukovitch de ne pas signer un accord avec l'UE. Jusqu'à ce moment, aussi bien le gouvernement que les partis d'opposition faisaient campagne pour l'intégration de l'Ukraine à l'UE.

Un accord non signé a provoqué un mouvement de masse ?

Ianoukovitch n'avait rien fait pour préparer les gens à un tel changement de stratégie. D'un jour à l'autre, les membres du gouvernement se sont mis à dire que l'accord contredisait fondamentalement les intérêts nationaux de leur patrie bien-aimée, alors que les mêmes expliquaient 24 heures plus tôt que seul cet accord pouvait sauver l'Ukraine du déclin...



Pour tout le monde, Poutine a sorti sa carte de crédit et à fait à Ianoukovitch une proposition que celui-ci ne pouvait pas refuser.



Une catastrophe en termes de communication...

Et qui a joué un rôle décisif dans l'éclatement spontané des manifestations. Tout le monde a pensé qu'alors que Ianoukovitch menait l'Ukraine vers l'UE, Poutine a tout d'un coup sorti sa carte de crédit et lui a fait une offre qu'il ne pouvait pas refuser. C'est ainsi que cela est apparu.

... Dont les partis d'opposition ont fait un usage intelligent.

Les oligarques qui les contrôlent ont pensé que cela pouvait signifier pour eux plus de profits. Mais le point clé est que les oligarques et leurs partis ont eu de grandes difficultés à contrôler le mouvement. Celui-ci est devenu un centre de pouvoir autonome, et il vaut la peine pour la gauche d'y mener la bataille [...]

Tu mentionnes en permanence les « oligarques ». Qu'est-ce qui les rend si par-

ticuliers, comparés à des milliardaires d'autres pays ?

Un oligarque n'exerce pas seulement de l'influence sur l'économie et la société, il exerce aussi un contrôle direct sur un ou plusieurs partis politiques. Il peut ainsi transformer son capital financier directement en pouvoir politique.

Quels sont les partis contrôlés par les oligarques ?

Tous les partis représentés au parlement sont dans une large mesure financés par les oligarques. Même Svoboda, le seul à reposer sur des militants idéologiquement formés, n'aurait pas gagné autant d'influence sans les oligarques.

Et qu'en disent les médias ?

Les oligarques possèdent les grandes chaînes de télévision et contrôlent directement leurs programmes. Les représentants de Svoboda étaient déjà invités dans des émissions importantes alors que leur parti n'obtenait encore que 0,8 % des voix. Mais il est impensable que quiconque de gauche soit autorisé à y parler.

Est-ce juste un conflit entre différents secteurs capitalistes ?

Les élites tentent toujours d'utiliser les mouvements de masse à leurs propres fins. Si nous devons attendre, particulièrement en Europe de l'Est, un mouvement libéré de l'influence du capital et dirigé totalement par des travailleurs, nous attendrions longtemps. Il faudrait une société très différente de celle qui existe aujourd'hui pour connaître des mouvements de ce type.

Une société différente rendrait possible un tel mouvement ?

Exactement. Tout mouvement de contestation reflète les contradictions de la société dans laquelle il lutte. En Ukraine, il y a d'un côté un fort nationalisme et des oligarques très puissants, de l'autre une absence de tradition d'auto-organisa-

tion, de conscience de classe ou de grands syndicats. Quel type de contestation pouvez-vous espérer ?

N'y a-t-il pas de solution ?

Il y en a. Mais nous, à gauche, devons d'abord discuter comment nous agissons dans ces circonstances. Faudrait-il condamner ces mouvements parce qu'il serait trop difficile de militer en leur sein ? Décider que mieux vaut rentrer à la maison parce que les manifestants brandissent le drapeau ukrainien, chantent l'hymne national et scandent « vive l'Ukraine » ?

Que suggères-tu ?

C'est compliqué. Quand tu dis, sur le Maidan, que tu es marxiste, tu peux te faire attaquer. Mais les politiques et le caractère du mouvement restent en développement. Les gens changent très vite, et sont très ouverts aux idées politiques.

Quels signes en vois-tu ?

Pas plus tard qu'en décembre, beaucoup plus de gens avaient confiance en Klitchko. Personne ne pouvait alors imaginer le type de lutte qu'ils seraient capables de mener en janvier.

“ Si nous restons à l'écart, nous laissons les gens entre les mains de l'extrême droite. Ce dont personne ne nous remerciera, sauf l'extrême droite elle-même. ”

La gauche peut-elle se construire dans cette situation ?

Il y a presque toujours des possibilités pour la gauche. Il y a beaucoup de problèmes auxquels la gauche peut apporter une solution, d'une façon dont personne d'autre n'est capable.

Comment pouvons-nous nous investir ?

La plupart des gens de Maidan veulent s'organiser. Ils veulent une démocratie directe,

pas des négociations derrière des portes closes. Ce sont pour ces idées que les gens de Maidan combattent la police, bien que certains de leurs camarades aient été assassinés. Et c'est là que les militants de gauche doivent aller défendre leurs idées. Nous devons apprendre à mieux intervenir dans une situation concrète. L'attitude « je vais lancer mes propres slogans et aucun autre » n'est pas bien reçue. Il est inexcusable que certains à gauche décident délibérément de ne pas se rendre à Maidan – ce qui s'est malheureusement produit.

Inexcusable ?

Oui. Si nous restons à l'écart, nous laissons les gens entre les mains du Secteur Droit, que pourtant nous haïssons. Personne ne nous remerciera pour ne pas aller là où va l'extrême droite, sauf l'extrême droite elle-même.

Est-ce possible en pratique ?

Bien sûr. Cela peut impliquer que je doive laisser à la maison le drapeau rouge que je chéris, parce qu'il n'est pas bien reçu. Et alors ? Je veux entrer en contact politique avec les gens. Ce qui est radical, c'est ce qui conduit au succès. Ce n'est pas notre faute si le drapeau rouge est impopulaire, c'est celle du Parti communiste. Nous avons la responsabilité de répondre à cette situation de façon intelligente.

Le mouvement peut-il gagner ?

Cela dépend de ce que « gagner » veut dire. Le mouvement peut renverser Ianoukovitch – tôt ou tard il perdra le pouvoir. Mais de nombreux manifestants veulent changer la société, le pouvoir politique. Ce mouvement ne sera pas en mesure de gagner cela.

Tout serait donc en vain ?

Absolument pas. Beaucoup de gens seront déçus, mais ils gagneront également de l'expérience, sur laquelle ils pourront bâtir. Certains se rendront compte que la lutte sociale est également nécessaire pour améliorer



Une des barricades du Maidan, le 3 février 2014. DR.

ENTRETIEN AVEC GÉRARD DELTEIL

Les Années rouge et noir, une fresque historique qui fait mieux comprendre notre époque

PROPOS RECUEILLIS PAR YANN CÉZARD

Un vrai bon pavé dans les deux sens du terme : c'est ce que vient de publier Gérard Delteil, avec *Les Années rouge et noir*. Tout commence sous l'occupation, en 1942, où l'on voit se croiser des résistants, communistes et gaullistes, et des collabos, fascistes convaincus. Puis Delteil tire patiemment, finement, ces fils, pour nous faire revivre la Libération, les luttes ouvrières, la guerre d'Algérie, Mai 68, mais aussi les menées de militants d'extrême

droite échappés de l'épuration et recyclés au service du patronat pour casser du communiste et du syndicaliste. On revit toute une époque, marquée par des luttes bien plus violentes qu'on ne l'imagine souvent. Et tout cela se lit d'une traite. Car les « héros » du livre, loin d'être des clichés politiques ambulants, sont complexes, vivants, et le suspense nous tient en haleine jusqu'au bout.

Après avoir écrit de très nombreux polars, des enquêtes, et même un roman d'anticipation, tu publies maintenant une véritable fresque historique. Quelle est ton ambition avec ce livre ?

D'une part, essayer de faire connaître des aspects un peu oubliés de l'époque dite des « Trente Glorieuses ». Entre autres, la violence sociale et les conditions de lutte souvent assez dures des militants ouvriers. D'autre part, montrer que les ruptures en apparence brutales de l'Occupation et de la Libération masquent une continuité de la domination de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat.

1945 : un collabo échappe à l'épuration puis se recycle au service de la bourgeoisie. Une histoire vraie ?

Le personnage d'Aimé Bachelli est inspiré de Georges Albertini, dont la carrière est exemplaire à cet égard. Socialiste pacifiste avant-guerre, numéro deux du parti collaborationniste de Déat, le Rassemblement national populaire, concurrent du Parti populaire français de Doriot, renégat du PC, il s'est si bien recyclé en créant une sorte de think-tank spécialisé dans l'anticommunisme qu'il a terminé... conseiller de Pompidou. Si j'ai changé son nom, c'est parce que je manquais de détails sur sa vie. J'ai donc dû broder, car il s'agit d'un roman et non d'un traité d'histoire. En revanche, j'ai utilisé certains personnages historiques sous leurs vrais noms, par exemple Francis Bout de l'An, numéro deux de la milice réfugié en Italie.

Ton roman raconte aussi les années rouges, en montrant des aspects pas si connus des luttes ouvrières, en 1947, pendant la guerre d'Algérie, en 1968...

Sous le cliché d'un mouvement ouvrier réduit à l'hégémonie du PCF, il y a des tendances révolutionnaires à l'œuvre.

Bien que très minoritaires, les groupes révolutionnaires, en particuliers trotskystes, ont en effet joué un rôle non négligeable dans certaines circonstances. Par exemple lors de la célèbre grève de Renault en 1947, qui a contraint le PCF à quitter le gouvernement. A cette époque, la ligne du PCF, c'était « Retrouvons nos manches » et « La grève, c'est l'arme des trusts ». Or les ouvriers et l'ensemble de la population laborieuse vivaient moins bien et travaillaient plus dur qu'avant-guerre. Les tickets de rationnement alimentaire n'ont été supprimés qu'en 1949. Dans ces conditions, les militants révolutionnaires, trotskystes, mais aussi anarchistes, conseillistes, etc., se sont retrouvés à la tête de grèves. Mais le PCF a très vite repris la main et leur a coupé l'herbe sous le pied en passant assez brutalement de la collaboration de classe à une politique « gauchiste » avec le début de la guerre froide. Ensuite, ce sont la répression de la révolution hongroise en 1956, le rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline (que le PCF a essayé de cacher) puis la guerre d'Algérie qui ont ébranlé le parti. Une minorité de ses militants a ainsi participé à l'aide au Front de libération nationale algérien et à diverses actions, en contradiction avec les consignes de la direction. Tout cela a préparé la fissure de mai 68.

Tu y as mis beaucoup de souvenirs personnels ?

J'ai mélangé des anecdotes qu'on m'a racontées avec des souvenirs, par exemple l'histoire de ce vieux militant du parti qui vendait l'Huma sur son fau-

teuil roulant et que les fascistes ont essayé de balancer sous les voitures. Le militant qui, en mai 68, arrive dans une boîte occupée, dont le principal responsable syndical quitte les lieux parce qu'il estime qu'il a fini sa journée, laissant les gens s'organiser tout seuls, ça paraît assez incroyable, mais je l'ai en effet vécu. La grève Renault de 1947, bien sûr je ne l'ai pas vécue, mais j'ai connu, à Lutte Ouvrière, Pierre Bois, le militant trotskyste qui a joué un rôle de premier plan dans le comité de grève.

Aimé Bachelli (un collabo recyclé), Anne Laborde (une grande bourgeoise gaulliste), Alain Véron (un ouvrier devenu petit patron qui reste fidèle à ses idées communistes) : a priori rien à voir entre ces personnages centraux du roman. Sauf qu'ils sont tous les trois légèrement « décalés », loin d'être des stéréotypes.

Ils sont relativement représentatifs des principales forces politiques de l'époque : le PCF, le mouvement gaulliste, et la droite classique issue de la collaboration et assez habile pour s'adapter au nouveau contexte. En ce qui concerne le côté « décalé », j'ai voulu faire vivre des êtres humains et non des caricatures, héros « réalistes socialistes » d'un côté, méchants réacs et fachos de l'autre. J'ai essayé de rentrer dans la logique de mes personnages, dans leur psychologie, y compris dans celles d'individus qu'on peut considérer comme des ennemis de classe.

Alain, l'un des personnages très sympathiques du roman, le jeune ouvrier sympathisant communiste, est homosexuel. Tu fais un pied de nez à quelques vilaines traditions dans le mouvement ouvrier ?

Gérard Delteil, *Les Années rouge et noir*. Seuil, 503 pages, 22 euros.

Gérard Delteil

Les années rouge et noir



Oui, à cette époque il lui était absolument impossible de revendiquer son homosexualité auprès de ses camarades de travail de Renault, militants communistes et syndicalistes compris. Le PCF, et même les trotskystes dans leur majorité, considéraient l'homosexualité comme une maladie engendrée par la décadence du capitalisme. Cela a duré jusqu'aux années soixante-dix. Alors on peut regretter que ce personnage fuie sa classe en dehors des heures de travail pour fréquenter d'autres milieux où il se sent plus à l'aise, mieux accepté, mais c'est réaliste. Faire son outing

dans la classe ouvrière à cette époque, c'était l'assurance d'être non seulement marginalisé, viré du parti, mais prendre le risque de subir toutes sortes d'humiliations.

La mythologie de notre temps voudrait qu'après 1945, ce fut la paix, la démocratie... et les Trente Glorieuses. Ton roman est bien loin de cela !

On en est loin. Les guerres coloniales avec leurs cortèges de massacres, de tortures n'ont cessé de se succéder : guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, guerre (très peu connue) du Cameroun,

sans compter d'innombrables expéditions militaires en Afrique. Deux millions de jeunes Français ont participé à la guerre d'Algérie. Toute une génération a été marquée par ce conflit et l'ensemble de la société en a été fortement impactée. C'est sans aucun doute un des éléments constitutifs du racisme anti-arabe, même si celui-ci a des racines encore plus lointaines. Même sur le sol métropolitain, il y a eu les massacres du 17 octobre 1961 et de Charonne, sans compter des assassinats de syndicalistes.

Je te soupçonne de ne pas vouloir seulement balader le lecteur dans un musée de l'après-guerre. Tout ce passé que tu fais revivre semble à la fois très lointain et très proche. On voit dans ton livre les magouilles de ces militants d'extrême droite qui archivent leurs fiches... et voici l'affaire Buisson ! Qu'est-ce que ça t'inspire ?

Les fichiers policiers, d'abord mécanographiés avec l'aide de la société Bull sous Vichy, conservés, puis informatisés un demi-siècle plus tard, constituent en effet l'un des fils conducteurs de ce roman. Les protagonistes s'affrontent pour s'en emparer. Les anciens collabos les utilisent pour échapper à l'épuration. Sous tous les gouvernements, la détention d'informations compromettantes a toujours été un puissant moyen de tenir ses adversaires ou concurrents politiques en respect, d'obtenir des places, des passe-droits et avantages divers. C'est aussi un outil de répression qu'il ne faut pas sous-estimer. En mai 68, le SAC dressait à l'aide de ces fichiers des listes de militants et personnalités à enfermer dans des stades. Ces précurseurs de Pinochet n'ont heureusement pas eu l'occasion de passer à l'acte. Mais nous ne devons pas douter un instant que les successeurs de ces barbouzes aient pris la relève et qu'ils disposent de techniques de fichage encore plus perfectionnées. A l'échelle de l'histoire, nous avons traversé depuis une trentaine d'années, du moins en France, une période relativement démocratique et soft, mais si la crise s'approfondissait et les conflits de classes se durcissaient, il est clair que la bourgeoisie et son appareil d'Etat ne reculeraient pas devant les méthodes les plus brutales. □

Trois mois de grève des postiers du 92

PAR HOSEA HUDSON



DR.

Trois mois de grève, et ce n'est toujours pas fini. Pourquoi ce mouvement des facteurs de Rueil-Malmaison, La Garenne-Colombes/Bois-Colombes, Courbevoie, Gennevilliers et d'autres centres prend-il l'allure d'un tel bras de fer ? La grève est partie de manière atypique. Les facteurs de Rueil-Malmaison se sont mis en grève à 87 % pour exiger la réembauche d'une de leur collègue dont le contrat d'insertion n'avait pas été renouvelé. Alors que la direction faisait la sourde oreille à une revendication pourtant minimaliste, au bout d'une semaine, trois autres précaires récemment congédiés s'impliquaient également dans le mouvement. Des salariés privés d'emplois participent ainsi aux actions, s'expriment et votent dans les AG quotidiennes de grévistes, comme leurs collègues en CDI ou fonctionnaires.

Pourquoi la direction n'a-t-elle pas cédé dès le départ pour désamorcer le conflit ? Parce qu'elle avait en tête un tout autre enjeu que l'embauche de quatre personnes : le bureau de Rueil-Malmaison n'a pas subi de restructuration depuis 1999, et La Poste veut absolument faire cesser ce qu'elle considère comme une dangereuse anoma-

lie. Grâce à des grèves reconductibles de plusieurs semaines en 2005, 2007 et 2009, mais aussi à la participation aux mouvements inter-secteurs de 2006 (CPE) et de 2010 (retraites), les facteurs de cette ville ont en effet empêché l'application de «Facteur d'Avenir», cette vague de restructurations qui s'est traduite par des milliers de suppressions d'emplois sur le territoire et par la mise à mal du principe «une tournée, un facteur».

Les grèves à la Poste sont habituellement très fragmentées, métier par métier, centre par centre et même service par service. Celle-ci, outre l'unité précaires/salariés en CDI, a pu à certains moments franchir ces barrières : deux samedis de mobilisation commune avec les guichetiers de Rueil-Jaurès, qui ont ainsi repoussé de plus d'un an et demi la restructuration qui visait leur centre, et deux semaines de grève reconductible à la plateforme colis de Gennevilliers aux côtés des facteurs. Les colipostiers ont repris le travail avant d'avoir pu obtenir gain de cause mais ont fait trembler la direction, étant donné le caractère stratégique de ce centre.

De même y a-t-il eu dix jours de grève et d'AG communes avec les facteurs de Car-

rières-sur-Seine (78), là-bas à la CGT, donc dans l'unité entre CGT et SUD (dont le syndicat du 92 est au coeur du mouvement). Les grévistes se sont également adressés directement aux facteurs de Paris, en proposant une coordination des postiers de région parisienne pour discuter comment regrouper les luttes.

En menant nombre d'actions en direction des sièges sociaux de La Poste et de ses filiales, en réalisant des actions communes avec les intermittents/précaires en lutte pour leurs propres revendications, les grévistes ont montré leur détermination. La grève tient malgré les retenues sur des salaires déjà très faibles (autour de 1200 euros par mois).

La Poste a fini par accepter de négocier... au bout de 65 jours de grève. Mais après avoir fait traîner les pourparlers pour essayer d'épuiser les grévistes, elle menace aujourd'hui de rompre à nouveau les négociations. Ce mouvement a impliqué jusqu'à 200 grévistes au plus fort et n'est jamais descendu en-dessous de 80 grévistes en reconductible. Il aura dans tous les cas un impact qui dépassera les limites des Hauts-de-Seine. □

Appel au soutien financier. Contribuez à la caisse de grève : SUD-Poste 92 - 51, rue Jean Bonal - 92250 La Garenne Colombes (chèques à l'ordre de SUD Poste 92, avec mention au dos Solidarité Grévistes).